

Bulletin sur l'insolvabilité

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Juin-Juillet-Août-
Septembre 1988
Vol. 8 n^{os} 6-7-8-9

Canada

Insolvency Bulletin

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

June-July-August-
September 1988
Vol. 8 Nos. 6-7-8-9



Bulletin sur l'insolvabilité

Insolvency Bulletin

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

Juin-Juillet-Août-
Septembre 1988
Vol. 8 nos 6-7-8-9

June-July-August-
September 1988
Vol. 8 Nos. 6-7-8-9



Consommation
et Corporations
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada





Table des matières

FAILLITE ET INSOLVABILITÉ

Annulation de faillite par Jacqueline Beaupré-Dubois	5
Jugement	13
Directive no.9R du Surintendant des faillites	19
Statistiques	31
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites	62
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse	63

Table of Contents

BANKRUPTCY AND INSOLVENCY

Annulment of Bankruptcy by Jacqueline Beaupré-Dubois	5
Judgment	13
Directive No. 9R from the Superintendent of Bankruptcy	19
Statistics	31
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy	62
Notice to Publisher of Change of Address	63

Renseignements:

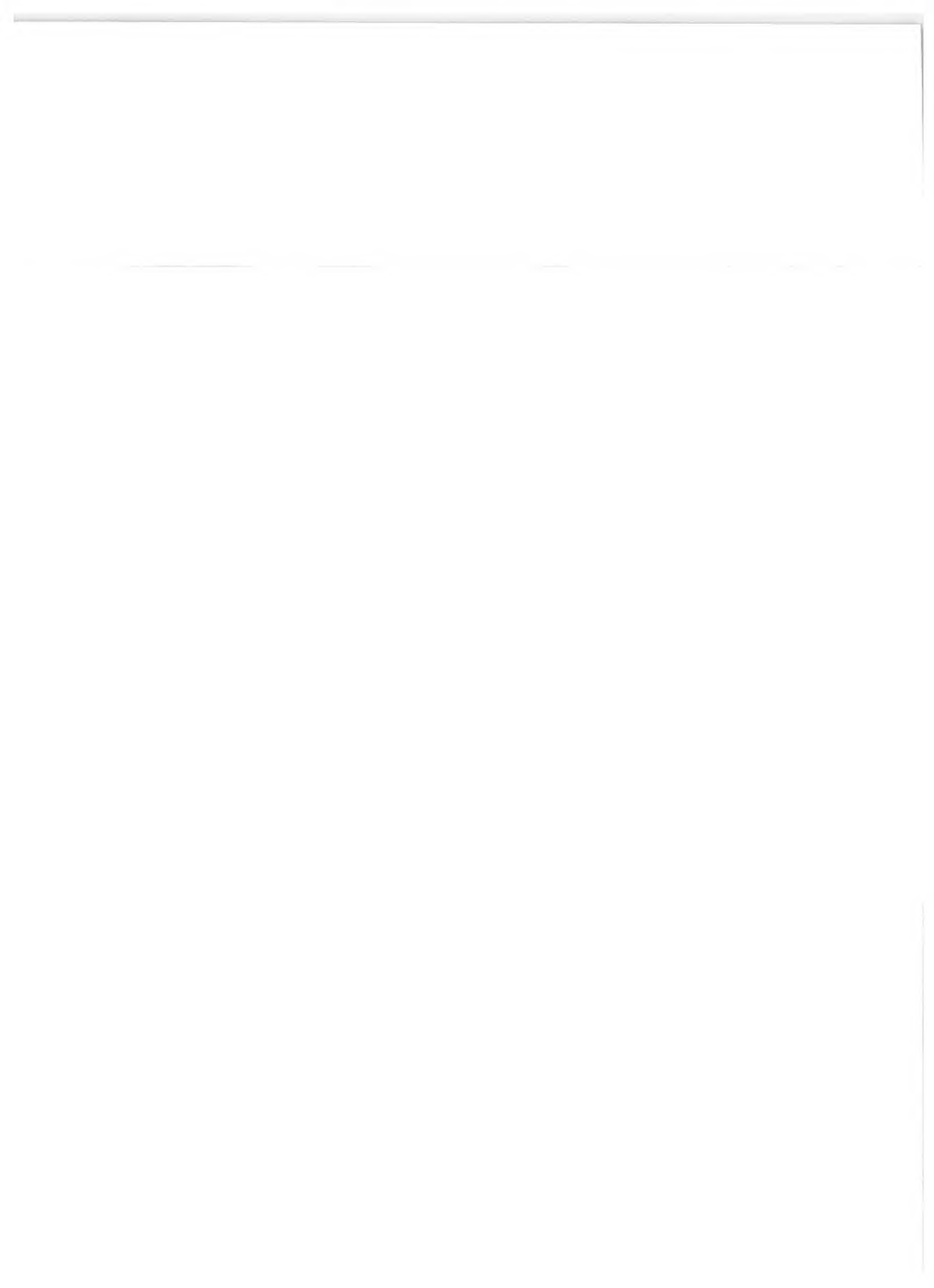
Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator
Henri Massûe-Monat, Éditeur responsable/Editor

For information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

1-819-994-4760
1-819-997-3825



Annulation de faillite

Annulment of Bankruptcy

par Jacqueline Beaupré-Dubois, LL.L.*

By Jacqueline Beaupré-Dubois, LL.L.*

Dans l'affaire de la faillite de *Couverture et Isolation Gauthier Inc.*, *Yves Pigeon c. Couverture et Isolation Gauthier Inc. et Office de la Construction du Québec et Claude Lacroix et Raymond, Chabot, Fafard, Gagnon Inc.*, C.A. Québec 200-09-000740-859.

La Cour d'appel du Québec a accueilli, le 11 mai dernier, un appel du surintendant des faillites sur une requête en annulation de faillite qui avait été accueillie par Monsieur le juge André Gervais.

Couverture et Isolation Gauthier Inc. avait été déclarée en faillite, le 30 août 1985, par un jugement de Monsieur le juge René W. Dionne accordant une requête pour ordonnance de séquestre et Monsieur Claude Lacroix, de Raymond, Chabot, Fafard, Gagnon Inc., avait été nommé syndic.

Le 7 octobre 1985, soit plus d'un mois après l'ordonnance de séquestre, la compagnie Paul Martin Inc. a payé, non pas au syndic mais à Couverture et Isolation Gauthier Inc., qui était alors faillie, un montant qu'elle lui devait avant la faillite. Cette dernière a alors offert à l'Office de la Construction du Québec, qui était pétitionnaire sur la requête en faillite, de lui payer à même l'argent reçu de Paul Martin Inc. le montant de sa créance, à condition qu'elle se désiste du jugement qu'elle avait obtenu sur la requête en faillite. De plus, les procureurs de la faillie ont présenté au registraire une requête pour directives demandant la suspension des procédures de faillite jusqu'à ce que l'Office de la Construction du Québec donne une réponse à la proposition faite par la faillie. Cette requête, qui n'a pas été signifiée au surintendant des faillites, a été accordée le 10 octobre 1985.

Par la suite, l'Office de la Construction du Québec accepta la proposition en question et les procureurs de la faillie informèrent l'Office qu'ils présenteraient

In the matter of the bankruptcy of *Couverture et Isolation Gauthier Inc.*, *Yves Pigeon v. Couverture et Isolation Gauthier Inc. and Office de la Construction du Québec and Claude Lacroix and Raymond, Chabot, Fafard, Gagnon Inc.*, C.A. Quebec 200-09-000740-859.

The Court of Appeal for Quebec allowed an appeal from the Superintendent of Bankruptcy last May 11 concerning a motion to annul a bankruptcy which had been granted by Mr. Justice André Gervais.

Couverture et Isolation Gauthier Inc. had been declared bankrupt on August 30, 1985 by a judgment of Mr. Justice René W. Dionne who had granted a petition for a receiving order, and Mr. Claude Lacroix, of Raymond, Chabot, Fafard, Gagnon Inc., had been named the trustee in bankruptcy.

On October 7, 1985, or one month after the receiving order was issued, Paul Martin Inc. paid to Couverture et Isolation Gauthier Inc., which was then in bankruptcy, rather than to the trustee, an amount that it had owed the company prior to the bankruptcy. Couverture et Isolation Gauthier Inc. then offered to repay its debt to the Office de la Construction du Québec, which was the petitioner of the petition in bankruptcy, out of the money received from Paul Martin Inc., on condition that the Office abandon the judgment it had obtained on said petition. Moreover, the bankrupt's attorneys presented the Registrar with an application for a stay in bankruptcy proceedings until such time as the Office de la Construction du Québec provide a response to the proposal made by the bankrupt. This application, which was not served on the Superintendent of Bankruptcy, was allowed on October 10, 1985.

Subsequently, the Office de la Construction du Québec accepted the proposal in question and the bankrupt's attorneys advised the Office that they

* L'auteure est avocate au Ministère de la Justice.

* The author is a lawyer with the Department of Justice.

une requête en annulation de la faillite et qu'ils paieraient sa créance après le jugement accueillant la requête, le cas échéant. Une procédure du syndic, intitulée "Représentation du mis-en-cause" et produite au greffe le jour de l'audition de la requête en annulation, alléguait qu'il y avait dans cette affaire 72 créanciers. Cette requête en annulation, non signifiée au surintendant, ne fut pas contestée et fut accordée par Monsieur le juge André Gervais, le 22 octobre 1985.

C'est alors que le surintendant des faillites intervint en vertu de l'article 5(4) de la Loi sur la faillite et en appela de ce dernier jugement.

Les principaux points de l'argumentation du surintendant étaient les suivants:

- 1) *Le montant payé par Paul Martin Inc. est tombé sous la saisine du syndic et la faillie ne pouvait pas en disposer.*

Il est allégué dans la requête en annulation de la faillite qu'au moment où le jugement de mise en faillite a été rendu, la débitrice, Couverture et Isolation Gauthier Inc., négociait avec Paul Martin Inc. pour obtenir le paiement d'une créance exigible. Lors du jugement, cette créance faisait donc partie des biens visés par l'article 50(5) et était dévolue au syndic.

Rappelons ici la définition du mot "biens" contenue à l'article 2 de la Loi sur la faillite:

"'Biens' comprend les sommes d'argent, marchandises, droits incorporels, terres, et biens de toute nature, réels ou personnels, meubles ou immeubles, en droit ou en equity, qu'ils soient situés au Canada ou ailleurs, ainsi que les obligations, servitudes et toute espèce de droits, d'intérêts ou de profits, présents ou futurs, dévolus ou éventuels, dans des biens, ou en provenant ou s'y rattachant."

Cette définition est assez large pour comprendre une créance qui n'est pas encore payée mais qui est due lors de l'ordonnance de séquestre. Même si elle n'a été payée qu'après l'ordonnance de séquestre, il ne s'agit pas d'un bien acquis après la faillite et l'article 77(1) n'a pas d'application ici. D'ailleurs, cet article sert à protéger un tiers qui traite de bonne foi avec un failli relativement à ces biens, mais ne protège pas un failli qui s'empare d'un bien dévolu au syndic.

would present a motion to annul the bankruptcy and that they would pay its debt if a judgment allowing this motion were given. Proceedings of the trustee in bankruptcy entitled "Representation du mis-en-cause" and produced in the court office on the day of the hearing of the motion to annul, claimed that there were 72 creditors in this affair. This motion to annul, which was not served on the Superintendent, was uncontested and was granted by Mr. Justice André Gervais, on October 22, 1985.

Thereupon the Superintendent intervened under section 5(4) of the Bankruptcy Act and appealed said judgment.

The main points that the Superintendent raised were the following:

- 1) *The amount paid by Paul Martin Inc. had vested in the trustee and the bankrupt could not dispose of it.*

It was asserted in the motion to annul the bankruptcy that, at the time at which the company was adjudged bankrupt, the debtor, Couverture et Isolation Gauthier Inc., was in the process of negotiating with Paul Martin Inc. to obtain payment on a debt that was due. At the time of the judgment, this debt was thus part of the property included in section 50(5) and had been vested in the trustee.

We should recall here the definition of the word "property" as contained in section 2 of the Bankruptcy Act:

"'Property' includes money, goods, things in action, land, and every description of property, whether real or personal, movable or immovable, legal or equitable, whether situated in Canada or elsewhere, and includes obligations, easements, and every description of estate, interest and profit, vested or contingent in, arising out of, or incidental to property;"

This definition is broad enough to include a debt that has not yet been paid but which is due at the time a receiving order is issued. Even if it was only paid after such an order was given, it is not property acquired after the bankruptcy and therefore section 77(1) does not apply here. In any event, this section serves to protect a third party that is dealing in good faith with a trustee concerning this property, but does not protect a bankrupt that has taken possession of property that has been vested in the trustee.

C'est ce qu'exprimait Monsieur le juge Anderson dans une cause de *Re Johnson*, (1984) 50 C.B.R. (N.S.) 7, à la page 10:

(Traduction)

"Cet article de la Loi sur la faillite en est un parmi d'autres destinés à protéger les tiers qui traitent de bonne foi et pour valeur. A mon avis, il n'est pas destiné à libérer le failli de la responsabilité qu'il encourt envers le syndic en disposant d'un bien qui était dévolu au syndic..."

Il était donc illégal pour la faillie d'offrir à l'Office de la Construction du Québec de payer sa créance avec un montant d'argent appartenant au syndic. Comme l'offre de paiement constituait le seul motif allégué dans la requête en annulation de la faillite, l'illégalité de cette offre aurait dû être suffisante pour amener le rejet de la requête et le juge de première instance a erré en droit en l'accueillant.

2) *L'offre de paiement et le dépôt en fiducie du montant de la créance étaient invalides, car ils constituaient une préférence frauduleuse au détriment de l'ensemble des créanciers et étaient contraires à l'ordre public.*

La Cour d'appel du Québec s'est prononcée sur un point semblable dans une case de *In Re Therrien Printing Ltd.; Cossette c. Kirsch*, (1966) B.R. 961. Dans cette cause, une requête pour ordonnance de séquestre avait été déposée contre une société débitrice et, avant que le jugement ne soit rendu, un tiers a offert de payer la créance des requérants et demandé le rejet de la requête. La Cour a refusé de donner effet à l'offre de paiement du tiers et a rendu une ordonnance de séquestre contre la débitrice. Monsieur le juge Taschereau s'exprime ainsi:

"L'acceptation de ce montant par les requérants aurait nécessairement eu pour effet de leur procurer une préférence frauduleuse à l'encontre des autres créanciers dont les réclamations au total excédaient la somme de \$10,000 (art. 64 de la Loi sur la faillite). Un tel paiement devrait en conséquence être déclaré nul comme contraire à l'ordre public, même dans le cas où il aurait été fait par un tiers, ainsi que cette cour l'a décidé dans *Rivelis v. Laflamme*."

Pour sa part, Monsieur le juge Brossard déclare ce qui suit:

"Or, si l'on tient compte que la mise en faillite d'un débiteur a pour objet essentiel la protection uniforme

This is what Mr. Justice Anderson noted in the matter of *Re Johnson*, (1984) 50 C.B.R. (N.S.) 7, on page 10:

"That section is one with a number of others in the Bankruptcy Act designed to protect third parties dealing in good faith and for value. It is not, in my view, intended to protect a bankrupt from liability to the trustee for disposing of property which was vested in the trustee."

It was thus illegal for the bankrupt to offer the Office de la Construction du Québec to pay its debt with money belonging to the trustee. As the payment offer constituted the sole grounds of the petition to annul the bankruptcy, the illegality of this offer would have been sufficient to result in the refusal of the motion and the judge at first instance erred in law by allowing it.

2) *The offer of payment and the deposit of the amount of the debt in escrow were invalid, because these actions constituted a fraudulent preference to the detriment of all the creditors and were contrary to public order.*

The Court of Appeal for Quebec ruled on a similar point in the matter of *In re Therrien Printing Ltd.; Cossette v. Kirsch*, (1966) B.R. 961. In this case, a petition for a receiving order was issued against a debtor corporation and, before the judgment was issued, a third party offered to pay the debt of the petitioners and asked that their petition be dismissed. The Court refused to validate the payment offer of the third party and issued a receiving order against the debtor. Mr. Justice Taschereau commented that:

"Acceptance of these sums by the applicants would have necessarily had the effect of obtaining a fraudulent preference for them in relationship to the other debtors whose total claims were in excess of \$10,000 (sec. 64 of the Bankruptcy Act). Such a payment should therefore be declared null and contrary to public order, even if it had been made by a third party, as this Court decided in *Rivelis v. Laflamme*."

For his part, Mr. Justice Brossard declared that:

"Indeed, if it is considered that the main purpose of declaring a debtor bankrupt is to provide uniform

de tous ses créanciers quant au paiement de leurs créances respectives, suivant leur rang, à même l'actif du failli, tous les créanciers acquièrent, à compter du dépôt de la requête, des droits dont ils ne peuvent, sans l'autorité du tribunal, être dépouillés par des ententes subséquentes conclues entre le requérant et le débiteur ou des tiers."

Si ces principes s'appliquent à la période qui va du dépôt de la requête en faillite jusqu'à l'ordonnance de séquestre, a fortiori ils s'appliquent après l'ordonnance de séquestre, surtout lorsqu'en plus, on offre de payer avec un montant d'argent qui est déjà dévolu au syndic.

Ces principes ont été établis dans les causes suivantes, citées dans l'arrêt *In re Therrien Printing Ltd.*: *Rivelis v. Laflamme*, (1962) B.R. 687; *Brigham v. La Banque Jacques-Cartier*, (1900) 30 R.C.S. 429; et *Hochberger and Sons v. Rittenberg*, (1916) 25 B.R. 421 confirmé par (1915-17) 54 R.C.S. 480.

- 3) *L'article 151(1) de la Loi sur la faillite ne donne pas ouverture à l'annulation pour des motifs subséquents à l'ordonnance, c'est-à-dire lorsque la requête en faillite était bien fondée lors de son dépôt et lors de l'ordonnance de séquestre.*

Au moment du dépôt de la requête en faillite et lors du jugement, toutes les conditions requises pour une requête en faillite étaient réalisées (sauf preuve contraire, qui n'a pas été faite) et la requête était bien fondée.

L'article 151(1) de la Loi sur la faillite stipule qu'une faillite peut être annulée si "le tribunal est d'avis qu'une ordonnance de séquestre n'aurait pas dû être rendue" (le souligné est de nous). Le temps du verbe signifie, à notre avis, que l'ordonnance ne peut être annulée que pour un motif qui existait, généralement à l'insu du requérant en annulation, lors du jugement. Comme, par exemple, si le débiteur était en réalité solvable au moment du dépôt de la requête (*Dextraze v. Léger*, (1953) 34 C.B.R. 61); si la requête avait été produite dans un but malhonnête ou la réclamation du pétitionnaire s'est avérée invalide, tel que suggéré dans *Re Develox Industries Limited*, (1971) 14 C.B.R.(N.S.) 132. Mais, à notre avis, l'article 151(1) ne permet pas d'annuler une faillite pour des motifs subséquents au dépôt de la requête ou, à tout le moins, subséquents au jugement. La requête en faillite ayant été bien fondée, il est impossible maintenant de dire

protection for all of his creditors in terms of the payment of their respective debts out of the assets of the bankrupt, in their respective orders of priority, all such creditors acquire rights at the time the petition is filed which they may not be denied by subsequent agreements concluded between the applicant and the debtor or a third party, without leave from the court."

If these principles apply to the period between the filing of the petition in bankruptcy and the issuance of the receiving order, they apply a fortiori after the issuance of the receiving order, particularly as the offer to pay was made with funds which had already been vested in the trustee.

These principles were established in the following cases, cited in the judgment of *In re Therrien Printing Ltd.*: *Rivelis v. Laflamme*, (1962) B.R. 687; *Brigham v. La Banque Jacques-Cartier*, (1900) 30 S.C.R. 429; and *Hochberger and Sons v. Rittenberg*, (1916) 25 B.R. 421, upheld by (1915-17) 54 S.C.R. 480.

- 3) *Section 151(1) of the Bankruptcy Act does not permit annulment on grounds which arise subsequent to the order, as long as the petition in bankruptcy was well founded when it was filed at the time the receiving order was given.*

At the time that the petition in bankruptcy was filed and at the time of the judgment, all of the conditions required for a petition in bankruptcy were present (unless there were evidence to the contrary, and none was presented) and the petition was well founded.

Section 151(1) of the Bankruptcy Act stipulates that a bankruptcy may be annulled if "the court is of the opinion that a receiving order *ought not to have been made*" (our emphasis). In our opinion, the tense of the verb signifies that the order can only be annulled for a reason which existed at the time of the judgment and generally without the knowledge of the applicant for annulment. This might include situations in which the debtor was actually solvent at the time the petition was filed (*Dextraze v. Léger*, (1953) 34 C.B.R. 61), in which the petition had been made for a dishonest purpose, or in which the claim of the petitioner proved to be invalid, as was suggested in *Re Develox Industries Limited*, (1971) 14 C.B.R.(N.S.) 132. But, in our opinion, section 151(1) does not permit annulment of a bankruptcy on grounds which arise subsequent to the filing of the petition, or, at the very least, subsequent to the judgment. As the petition in

de l'ordonnance qui l'a accueillie qu'elle "n'aurait pas dû être rendue".

Vu la ressemblance qu'il y a entre une requête en annulation d'une ordonnance de séquestre et l'appel d'une ordonnance de séquestre, on peut appliquer ici les mots de Monsieur le juge Brossard dans la cause de *In re Therrien Printing Ltd.* ci-haut citée:

"Comme l'indique mon collègue dans ses notes, à la date du dépôt de la requête, la débitrice était insolvable et les requérants étaient créanciers chirographaires de la débitrice pour un montant de plus de \$1,000; la requête en faillite était en conséquence à ce moment bien fondée et pouvait être accueillie."

C'est une des raisons pour lesquelles la Cour d'appel a refusé d'accueillir l'appel sur l'ordonnance de séquestre, et nous croyons que, pour cette même raison, la Cour supérieure n'aurait pas dû accueillir la requête en annulation.

- 4) *En plus de perdre leurs droits sur le montant payé à l'Office de la Construction du Québec, les autres créanciers sont exposés à perdre des droits importants, notamment quant aux paiements préférentiels et aux transactions révisables.*

Dans la présente cause, il n'y a pas de preuve, jusqu'à présent, que certains paiements ou transactions puissent être contestés en vertu des articles 73, 74 ou 78 de la Loi sur la faillite, mais on ne peut écarter cette possibilité.

Certes, les autres créanciers peuvent encore, après l'annulation, faire eux-mêmes une requête en faillite, mais ils auront perdu le bénéfice d'une date plus ancienne et il est possible que certains paiements et transactions se retrouvent ainsi en-dehors des périodes prévues par la loi.

Pour cette raison et aussi pour la protection de l'ordre public et de l'intégrité du système de faillite, la discrétion de la cour, dans les cas où elle peut exister, ne devrait s'exercer qu'avec beaucoup de prudence. Citons à ce sujet une cause de *In re W.D. Trenwith*, (1972) 15 C.B.R. 107, à la page 111:

bankruptcy was well founded, it is impossible to say now that the order which allowed it "ought not to have been made."

Given the similarity between a petition to annul a receiving order and an appeal of a receiving order, the words of Mr. Justice Brossard in the matter of *In re Therrien Printing*, noted above, may be applied here:

"As my colleague has indicated in his notes, at the time the petition was filed, the debtor was insolvent and the applicants were unsecured creditors of the debtor for an amount greater than \$1,000. The petition in bankruptcy was, consequently, well founded at this moment and could be allowed."

This is one of the reasons for which the Court of Appeal refused to allow an appeal of the receiving order, and we believe, for this same reason, the Superior Court should not have allowed the petition to annul.

- 4) *In addition to losing their rights to the amount paid to the Office de la Construction du Québec, the other creditors were exposed to the loss of additional significant rights, particularly in terms of preferential payments and reviewable transactions.*

There has so far been no evidence in this matter that certain payments or transactions could be contested under sections 73, 74 or 78 of the Bankruptcy Act, but this possibility cannot be ruled out.

Certainly the other creditors could, following annulment, file a new petition in bankruptcy themselves, but they would lose the benefit of the earlier date, and it is possible that certain payments and transactions would thus occur outside the periods provided by law.

For this reason, and also to protect the public order and the integrity of the bankruptcy system, the court's discretion, in matters in which it might exist, should be exercised only with a great deal of prudence. On this subject we shall cite the case of *In re W.D. Trenwith*, (1972) 15 C.B.R. 107, on page 111:

(Traduction)

"En exerçant sa discrétion, la cour doit considérer non seulement les droits du débiteur et des créanciers, mais aussi ceux du public ... Le pouvoir de la cour de ré-entendre devrait être exercé avec une grande prudence."

L'annulation est une mesure exceptionnelle qui ne doit être accordée que dans des cas exceptionnels, tel que la cour l'affirmait dans une cause de *In re Beer*, 1 K.B. 628, à la page 632:

(Traduction)

"La cour peut avoir le pouvoir d'annuler une faillite dans d'autres circonstances, mais ces circonstances doivent être très spéciales."

5) Conclusion

Le surintendant est intervenu dans cette cause en vertu de son devoir de surveillance sur toutes les faillites au Canada, pour protéger les intérêts des autres créanciers et la confiance du public dans l'intégrité du système de faillite. Il est à craindre que si le jugement de Monsieur le juge Gervais n'était pas cassé, il encouragerait des créanciers à se servir de la faillite uniquement pour forcer le paiement de leur créance. La faillite ne serait plus alors un moyen de distribuer équitablement les biens d'un insolvable entre tous ses créanciers, et la cour ne servirait que d'agence de perception.

Or cela est tout à fait contraire à l'esprit de la loi telle qu'elle a toujours été interprétée par les tribunaux, notamment dans les causes suivantes: *In re John Yasmanicki*, (1947-48) 28 C.B.R. 35; *Le Comité de l'Industrie de la Construction de la Région de Montréal v. Colonello Construction Inc.*, 10 C.B.R. (N.S.) 19.

JUGEMENT DE LA COUR D'APPEL

La Cour, statuant sur le pourvoi contre un jugement de la Cour supérieure, district de Mingan, rendu le 22 octobre 1985 par l'Honorable André Gervais.

Le surintendant des faillites en appelle d'un jugement de la Cour supérieure qui a accueilli une requête en annulation de la faillite de Couverture & Isolation Gauthier Inc., fondée sur l'article 151 de la Loi sur la faillite.

"In exercising its discretion, the Court must consider the rights not only of the debtor and of the creditors but also of the public... The power of the Court to rehear should be exercised with great caution."

Annulment is an exceptional measure which should not be granted except in exceptional situations, as the Court stated in the case of *In re Beer*, 1 K.B. 628 on page 632:

"The Court may have power to annul a bankruptcy under other circumstances, but they must be very special circumstances."

5) Conclusion

The Superintendent intervened in this case by virtue of his responsibility for supervising all bankruptcies in Canada, to protect the interests of other creditors and to maintain public confidence in the bankruptcy system. There is concern that if the judgment of Mr. Justice Gervais is not quashed, it would encourage creditors to utilize bankruptcy simply to force payment of their debts. Bankruptcy would thus cease to be a means of equitably distributing an insolvent's assets among all of its creditors, and the Court would serve merely as a collection agency.

This is, in fact, completely contrary to the spirit of the law as it has always been interpreted by the courts, particularly in the following cases: *In re John Yasmanicki*, (1947-48) 28 C.B.R. 35; *Le Comité de l'Industrie de la Construction de la Région de Montréal v. Colonello Construction Inc.*, 10 C.B.R. (N.S.) 19.

JUDGMENT OF THE COURT OF APPEAL

(Translation)

The Court, ruling on the appeal against a judgment of the Superior Court, district of Mingan, delivered on October 22, 1985 by Mr. Justice André Gervais.

The Superintendent of Bankruptcy appeals a judgment of the Superior Court which allowed a petition to annul a bankruptcy from Couverture & Isolation Gauthier Inc., based on section 151 of the Bankruptcy Act.

Le juge de première instance, constatant le consentement de la faillie et de la créancière pétitionnaire (L'O.C.Q.), en l'absence de contestation ou de consentement du Syndic qui n'a pu, vu une ordonnance de surseoir, procéder à l'évaluation du dossier, accueille la requête et annule la faillite.

La requête est essentiellement fondée sur le fait que le seul créancier, dont la créance est prouvée, pourra être entièrement payé à cause de la perception de sommes dues à la faillie.

Le surintendant des faillites propose, en appel, que l'ordonnance de séquestre a créé une situation juridique nouvelle et que tous les créanciers de la faillie ont alors acquis des droits dont ils ne peuvent être dépouillés que dans des situations exceptionnelles. Il plaide également que l'article 151 vise des cas où, pour des motifs existant au moment de l'ordonnance, celle-ci n'aurait pas dû être rendue, ce qui n'est pas le cas ici. Il soutient également qu'il s'agit d'un paiement préférentiel interdit par la loi.

La faillie soumet que la seule créance dont la preuve est faite est celle de l'O.C.Q. et qu'il n'y a, au dossier, que le document déposé par le syndic le matin de l'audition de la requête selon l'article 151 qui indique la possibilité d'autres créanciers sans plus. Elle soumet également que, dans ces circonstances, le paiement n'est pas préférentiel.

Avec égards, nous sommes d'opinion que l'appel doit être accueilli.

Considérant les représentations déposées par le syndic le matin de l'audition qui font état de la mention, par le surintendant, de l'existence d'autres créanciers;

Considérant l'article 151 de la Loi sur la faillite;

Considérant la décision de cette Cour *In re: Therrien Printing Ltd.: Cossette c. Kirsch et autres, et Friefield, 1966, B.R. 961* et les droits qu'ont acquis les autres créanciers;

Considérant le caractère postérieur à l'ordonnance de séquestre du paiement proposé;

Pour ces motifs,

Accueille l'appel, sans frais,

The judge at first instance, noting the consent of the bankrupt and the applicant creditor (the O.C.Q.), and in the absence of any objection or consent from the trustee which was not able, because of a stay, to proceed with an evaluation of the file, allowed the petition and annulled the bankruptcy.

The petition is essentially based on the fact that the only creditor with a proven debt could be paid in full as a result of the receipt of sums owed to the bankrupt.

The Superintendent suggests, in his appeal, that the receiving order created a new legal situation and that all of the bankrupt's creditors consequently acquired rights of which they could be deprived only under exceptional circumstances. He also argues that section 151 is intended for cases in which, for reasons that existed at the time of the order, said order should not have been made, which is not the case here. He furthermore maintains that a preferential payment, forbidden by law, was involved.

The bankrupt submits that the only debt for which proof has been presented is that of the O.C.Q., and that the only document indicating the possibility of other creditors is the document filed by the trustee on the morning the petition was heard and nothing else. It also submits that, in such circumstances, the payment is not preferential.

With deference, we are of the opinion that the appeal should be allowed.

Considering the statement filed by the trustee on the morning of the hearing that made note of the Superintendent's mention of the existence of other creditors;

Considering section 151 of the Bankruptcy Act;

Considering the judgment of this Court *In re: Therrien Printing Ltd.: Cossette v. Kirsch et al, and Friefield, 1966, B.R. 961* and the rights the other creditors acquired;

Considering that the payment was proposed subsequent to the receiving order;

For these reasons,

Allows the appeal, without costs,

Casse et annule le jugement de première instance et

Procédant à prononcer le jugement qui aurait dû être rendu en Cour supérieure,

Rejette la requête en annulation de l'ordonnance de séquestre, sans frais.

Date d'audition: le 9 mai 1988

MM. et Madame les juges William Tyndale, Christine Tourigny et Perry Meyer (ad hoc).

Me Jacqueline Beaupré-Dubois (Justice fédérale Hull) pour l'app.;

Me Jacques Gauthier (Gauthier, St-Onge) pour Couverture et Isolation Gauthier Inc.;

Me Pierre Gagnon (Lemieux, Routhier) pour l'O.C.Q.;

Me Susy Tanguay (Gauthier, Nepveu) pour les syndics.

Quashes and annuls the judgment at first instance and

Pronouncing the judgment which should have been delivered in the Superior Court,

Dismisses the petition to annul the receiving order, without costs.

Date of the hearing: May 9, 1988

Mr. Justice William Tyndale, Madam Justice Christine Tourigny and Mr. Justice Perry Meyer (ad hoc).

Ms. Jacqueline Beaupré-Dubois (Department of Justice of Canada, Hull) for the appellant;

Mr. Jacques Gauthier (Gauthier, St-Onge) for Couverture et Isolation Gauthier Inc.;

Mr. Pierre Gagnon (Lemieux, Routhier) for the O.C.Q.;

Ms. Susy Tanguay (Gauthier, Nepveu) for the trustees.

JUGEMENT*

JUDGMENT*

In re Donald Alfred Bolstad

La présente audition, tenue le 3 décembre 1987, a trait à une requête présentée au tribunal conformément à l'article 143 de la Loi sur la faillite par Thorne Ernst et Whinney (ci-après Thorne), syndic, au nom de Donald Alfred Bolstad, failli, en vue d'obtenir une ordonnance de libération.

Le syndic, Thorne, était représenté par Paul Goodman, c.a., et Revenu Canada était représenté par James Martin, du ministère de la Justice; M. Bolstad agissait pour lui-même.

Cette affaire, tout à fait particulière, nécessite une analyse approfondie des événements chronologiques qui ont eu lieu.

FAITS

Donald Alfred Bolstad, (ci-après M. Bolstad), est âgé de 44 ans, habite au Hartlen Settlement situé à East Jeddore, dans le comté de Halifax, en Nouvelle-Écosse. Il est pilote de sous-marin et plongeur sous-marin; l'emploi qu'il avait consistait à conduire des mini-sous-marins et des véhicules télécommandés utilisés pour la plongée commerciale. Au commencement, il a travaillé pour Dominion Diving International, société située à Dartmouth

* Cette cause concerne une demande de libération. Malgré un jugement du 12 mai 1987 soit postérieurement à la mise en faillite, qui déclarait que le failli demeurerait responsable de la réclamation de Revenu Canada Impôt au montant de 124 416,21 \$, ce ministère écrivit une lettre datée du 27 juillet 1987 indiquant qu'il ne s'opposerait pas à la demande de libération à condition que le failli s'engage à payer au syndic un montant de 5 000 \$. La Cour a jugé que Revenu Canada Impôt avait accepté un règlement de 5 000 \$ pour sa réclamation et accordé une libération conditionnelle moyennant le paiement de 5 000 \$, plus un montant de 500 \$ déjà payé. Lorsque ces conditions auront été remplies, le registraire devra émettre une ordonnance de libération absolue.

** Cour Suprême de la Nouvelle-Écosse, Halifax no. SP 1290, le 14 janvier 1988 (A. Martin Smith, C.R., registraire de faillite).

In re Donald Alfred Bolstad

This hearing on 3rd December, A.D., 1987, concerns an application to the Court, pursuant to section 143 of the Bankruptcy Act, by Thorne Ernst and Whinney, (Thorne), Trustee, on behalf of Donald Alfred Bolstad in bankruptcy, for an Order of Discharge.

The Trustee, Thorne, was represented by Paul Goodman, C.A., while Revenue Canada was represented by James Martin, Department of Justice, and Mr. Bolstad represented himself.

The case is a unique one, and bears careful analysis from the point of view of the chronological events which took place.

FACTS

Donald Alfred Bolstad, (Bolstad), is 44 years of age, resides at Hartlen Settlement, East Jeddore, in Halifax County, Nova Scotia. He is a submersible pilot, and diver, and when he was working, operated mini subs and remote control vehicles for commercial diving purposes. He originally worked for Dominion Diving International, located in Dartmouth, Nova Scotia, although at present he is unemployed, and draws unemployment insurance. Bolstad is divorced with two

* This case deals with an application for an order of discharge. Although an order of May 12, 1987, that is subsequent to the assignment, stated that the bankrupt would remain responsible for the claim of Revenue Canada Taxation in the amount of \$124,416.21, that Department wrote a letter dated July 27, 1987 mentioning that it would not oppose the application for discharge provided the bankrupt consents to a conditional order of \$5,000. The Court held that Revenue Canada Taxation agreed that the \$5,000 proposed settlement was in lieu of the overall claim and granted a conditional discharge upon payment of \$5,000, plus an amount of \$500 which had already been paid. When the conditions have been fulfilled, the Registrar shall issue an absolute discharge.

** Supreme Court of Nova Scotia, Halifax, No. SP 1290, January 14, 1988 (A. Martin Smith, Q.C., Registrar in Bankruptcy).

(Nouvelle-Écosse), mais il est actuellement sans emploi et touche des prestations d'assurance-chômage. M. Boldstad est divorcé et a deux personnes à charge, soit Jennifer Allan Bolstad, âgée de 17 ans, et Simon Theodore Bolstad, âgé de 15 ans. Les deux enfants habitent avec leur mère, à Halifax, à qui M. Boldstad verse une pension alimentaire de 300 \$ par mois pour subvenir aux besoins des enfants. Le revenu net qu'il touche de l'assurance-chômage est actuellement de 948 \$ par mois. Il loue un chalet pour la somme de 350 \$ par mois, et le reste de son revenu sert à acheter des aliments et des vêtements.

M. Boldstad a fait une cession de biens le 26 novembre 1984. Le montant total des réclamations prouvées et admises par J. G. Touchie Limited, le syndic auparavant chargé du dossier, était de 142 645,17 \$. Conformément à une demande présentée à la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse, le syndic J. G. Touchie Limited a été libéré de sa charge de syndic de la faillite. Le 25 avril 1986, M. Boldstad s'est vu refuser l'ordonnance de libération dont il avait fait la demande et a par la suite fait appel aux services de Thorne, en juin 1987, pour que celui-ci obtienne sa libération.

Au cours de son témoignage, M. Boldstad a déclaré qu'il pourrait probablement recommencer à travailler chez Dominion Diving pour un salaire net de 1 200 \$ par mois, mais que Revenu Canada procéderait alors à une saisie-arrêt de salaire équivalant à 50 % de son revenu net, soit 600 \$. Cela lui laisserait 600 \$, dont 300 \$ iraient au maintien de ses enfants; il lui resterait donc 300 \$ pour ses dépenses personnelles. A ce sujet, M. Boldstad aurait déclaré : "Je pense qu'il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce qu'une personne aille se geler les os dans cette eau et risque sa vie pour 300 \$ par mois".

Le 3 novembre 1983, le ministère du Revenu national a émis un avis de cotisation d'impôt de 128 123,96 \$ pour l'année d'imposition 1981, et deux certificats comportant ce montant ont par la suite été enregistrés par Sa Majesté la Reine. Le 5 décembre 1984, la preuve de réclamation a été déposée chez le syndic alors responsable du dossier, J.G. Touchie Ltd.

D'après M. Bolstad, Revenu Canada cherchait à l'imposer pour de l'argent "dont il n'avait pas gagné un cent au Canada". En 1980, il avait travaillé au dégagement des eaux portuaires, aux Bahamas, et "j'habitais à Fort Lauderdale à l'époque". Interrogé sur

dependents, Jennifer Allan Bolstad, age 17 years, and Simon Theodore Bolstad, age 15 years. The two children reside with their mother in Halifax, and Bolstad pays the sum of \$300.00 per month for their maintenance and support. His net income from unemployment insurance is presently \$948.00 per month. He rents a cottage for \$350.00 per month, and the balance of his income is used up in food and clothing costs.

Bolstad made an assignment in Bankruptcy on the 26th day of November, 1984. The total claims proven and admitted by J.G. Touchie Limited, the former Trustee, were \$142,645.17. On application to the Supreme Court of Nova Scotia, the former Trustee, J.G. Touchie Limited, was discharged as Trustee in the Bankruptcy. On April 25, 1986, Mr. Bolstad, on application was refused an Order of Discharge, and subsequently approached Thorne in June of 1987, to proceed with his discharge.

Mr. Bolstad testified that he probably could resume employment with Dominion Diving at a salary of \$1200.00 per month, net, but that Revenue Canada has a garnishee of one half of his net income, or \$600.00. That leaves him with \$600.00; \$300.00 of which goes to child support, leaving him \$300.00 for his own expenses. In the words of Mr. Bolstad, "I think it's totally unreasonable to expect anybody to go freeze their butt off in that water and risk their life for \$300.00 a month".

On the 3rd day of November, 1983, the Department of National Revenue issued an assessment in the amount of \$128,123.96 in respect of income tax for the 1981 taxation year, and two certificates reflecting this total amount were subsequently registered by Her Majesty the Queen. On the 5th December, 1984, the Proof of Claim was filed with the then Trustee, J.G. Touchie Ltd.

According to Mr. Bolstad, Revenue Canada was taxing him for money that, "I never worked one day in Canada to earn". In 1980 he had worked in the Bahamas on a harbour clearance job, and "I was living in Fort Lauderdale at the time". When asked why he

la raison pour laquelle il n'avait pas contesté l'avis de cotisation, M. Bolstad a répondu: "Parce que j'étais en prison".

En 1982, M. Boldstad a été arrêté pour avoir importé de la marijuana, a été déclaré coupable et condamné à 7 ans de prison. Il a en fait passé 14 mois à la prison de Springhill, établissement à sécurité minimale, à partir de juin 1983, et il est allé au Scott Paper Lumber Camp, dans le cadre de sa libération conditionnelle de jour, jusqu'en mars 1985; ayant alors obtenu sa libération conditionnelle totale, il a aussitôt été employé chez Dominion Diving. Au moment où M. Bolstad a été accusé d'importation de marijuana, la GRC a saisi 44 Krugerrands (pièces d'or sud-africaines) d'une valeur de 16 000 à 20 000 \$. Les pièces d'or, qui ont été appliquées à sa caution, ont par la suite été retournées lorsque M. Boldstad a été reconnu coupable et emprisonné.

M. Boldstad a également déclaré dans son témoignage ce qui suit: "J'ai donné une procuration à un ami, Neil Peters, de Westport, et je lui ai dit, Neil, je préfère ne rien avoir, je suis vraiment dégoûté de tout en ce moment. Prends les pièces et jette-les. La prochaine fois que tu iras à la pêche, lance-les à l'eau". Interrogé sur l'endroit où il se trouvait au moment où il a donné ces directives à Neil Peters, M. Boldstad a répondu: "A Springhill". Ses directives à Neil Peters étaient "Débarrasse-toi des pièces, jette-les. Elles ne m'ont valu que des embêtements". Interrogé sur l'endroit où elles avaient été jetées à l'eau, M. Boldstad a répondu "Quelque part entre Westport et l'endroit où il est allé pêcher ce jour-là". M. Bolstad a indiqué que, à sa connaissance, les pièces d'or n'avaient jamais été retrouvées, que la GRC avait fait une enquête approfondie et conclu que les pièces étaient irrécouvrables.

Dans une lettre reçue par Thorne le 23 octobre 1987, M. Boldstad a demandé au syndic de faire une requête pour sa libération et a indiqué qu'il consentirait à une ordonnance de libération conditionnelle assortie d'un montant de 5 000 \$ devant être remboursé en versements égaux dans les 12 mois de la date du jugement. Revenu Canada Impôt, dans une lettre datée du 27 juillet 1987, a confirmé que le Ministère ne ferait pas opposition à la demande de libération de M. Boldstad, à condition qu'il consente à l'émission d'une ordonnance conditionnelle de 5 000 \$. Cette lettre portait la signature de D. Fancy, pour le chef de la Perception. M. Boldstad a affirmé que Dominion

did not appeal the assessment, Mr. Bolstad replied, "Because I was in jail".

In 1982, Mr. Bolstad was arrested for importation of marijuana, and was convicted and sentenced to 7 years in prison. In fact, he spent 14 months at Springhill minimum security prison, dating from June, 1983, and went to Scott Paper Lumber Camp, as part of his day parole, until March of 1985, when he was granted full parole and was immediately employed with Dominion Diving. At the time Bolstad was charged with the marijuana offence, the R.C.M.P. seized 44 Krugerrands (South African gold coins) valued at \$16,000.00 to \$20,000.00. They were used as the cash portion of his bail, and they were subsequently released when Bolstad was convicted and imprisoned.

Bolstad then testified, "I gave Power of Attorney to a friend, Neil Peters of Westport, and I said, Neil, rather than have any, I'm just sick and tired of everything right now. Take the coins and throw them. The next time you go fishing, fling them". When asked where he was at the time he gave these instructions to Neil Peters, Bolstad replied, "Springhill". His instructions were, "Get rid of them, throw them. They're nothing but grief". When asked where they were disposed of, Bolstad replied, "Somewhere between Westport and wherever he went fishing that day". Bolstad stated that to the best of his knowledge the gold coins have never been recovered, that the R.C.M. Police did a complete investigation, and concluded that they were irrecoverable.

By letter received by Thorne October 23, 1987, Mr. Bolstad requested Thorne to make an application for his discharge, and he indicated that he was prepared to consent to a conditional order of discharge for the sum of \$5000.00, to be paid by equal instalments within 12 months from the date of issue. Revenue Canada Taxation, by letter dated 27 July, 1987, confirmed that "the Department will not oppose Mr. Bolstad's application for Discharge provided he consents to a Conditional Order of \$5000.00". This letter was signed by D. Fancy for Chief of Collections. Mr. Bolstad testified that the sum of \$5000.00 would be advanced by Dominion Diving Limited, by way of a

Diving Limited lui avancerait la somme de 5 000 \$ sous forme d'un prêt qu'il rembourserait à même le salaire que la compagnie lui verserait.

Il convient de souligner que l'on retrouve au dossier une ordonnance émise par le juge McIntosh de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse, datée du 12 mai 1987, aux termes de laquelle Sa Majesté la Reine pourra "poursuivre toute action, exécution ou autres procédures relatives au recouvrement d'une réclamation de 124 416,21 \$ prouvée en faillite par Sa Majesté la Reine du chef du Canada", à l'endroit de Donald A. Boldstad.

DÉCISION

Je me pencherai en premier lieu sur la contradiction apparente que présentent l'ordonnance du tribunal datée du 12 mai 1987 et la lettre de Revenu Canada Impôt, datée du 27 juillet 1987. Je ne veux en aucune façon infirmer l'ordonnance du juge MacIntosh, mais j'estime qu'il est tout à fait clair, compte tenu du délai écoulé et de la succession des dates, que la lettre de Revenu Canada indiquait la volonté bien nette du Ministère de ne pas donner suite à l'ordonnance, et que le règlement proposé de 5 000 \$ devait remplacer la réclamation globale de 124 416,21 \$.

J'estime que Revenu Canada s'est montré réaliste en reconnaissant le fait qu'il valait mieux récupérer 5 000 \$ que rien du tout. De toute façon, si Revenu Canada choisit de poursuivre les procédures intentées contre Donald Bolstad en se fondant sur l'ordonnance du 12 mai 1987, la lettre datée du 27 juillet 1987 constituerait, je crois, un moyen de défense valable à des procédures ou une action de ce genre.

Une procédure de faillite est une expérience traumatisante et démoralisante pour toute personne. Et il en est particulièrement ainsi dans le cas de Donald Alfred Bolstad. Il a non seulement vécu le traumatisme d'une faillite, mais il a également dû faire face aux conséquences de sa condamnation par un tribunal sous des accusations d'importation de marijuana. En outre, il y a eu l'échec de son mariage, la perte de sa maison, la saisie-arrêt de salaire par Revenu Canada et le manque de motivation à chercher un emploi lucratif.

Chaque cas doit être jugé en fonction des faits qui lui sont propres, et une fois que l'on a réussi à débrouiller et à établir ces faits, il faut alors appliquer le droit pertinent afin d'en arriver à une solution juste et raisonnable. Il faut faire abstraction des idées

loan to be repaid by Mr. Bolstad from his pay, while employed with that company.

It should be noted, that there is on file an Order of Mr. Justice MacIntosh of the Supreme Court of Nova Scotia, dated the 12th day of May, A.D., 1987, whereby Her Majesty the Queen shall have leave to "continue any action, execution or other proceedings for recovery of a claim in the amount of \$124,416.21 proved in Bankruptcy by Her Majesty the Queen in right of Canada", against Donald A. Bolstad.

DECISION

I will deal firstly, with the apparent contradiction arising from the Court Order dated the 12th day of May, A.D., 1987, and the letter from Revenue Canada Taxation, dated the 27th day of July, 1987. While there is no attempt on my part to overrule Mr. Justice MacIntosh's Order, it is abundantly clear, I believe, due to the time frame, and the sequence of dates, that the letter from Revenue Canada indicated their clear intention that the Order was not to be proceeded with, and that the \$5000.00 proposed settlement was in lieu of the overall claim in the amount of \$124,416.21.

I believe that Revenue Canada was being realistic in determining that it was better to recover \$5000.00, than nothing at all. In any event, if Revenue Canada elects to continue proceedings against Donald Bolstad under the Order of May 12th, 1987, the letter of July 27th, 1987, would, I suggest, prove a valid defence to any such proceedings or action.

To have travelled the rocky road of a bankruptcy proceeding, is a traumatic and demoralizing experience for any individual. This is particularly so in the case of Donald Alfred Bolstad. Not only did he experience the trauma of the bankruptcy process, but he faced, as well, the consequences of his criminal conviction on marijuana charges. This was coupled with his marriage breakup, loss of home, and with the garnishee from Revenue Canada, the lack of incentive to seek gainful employment.

Each case must be decided on its own facts, and once these facts are sorted out and established, then the relevant law must be applied to arrive at a just and reasonable result. The consideration of average community thinking must be put aside, and the

reçues, et la conclusion à laquelle on parvient doit être conforme aux principes de droit établis dans des affaires semblables par nos tribunaux supérieurs.

L'article 140(5) de la Loi sur la faillite prévoit que, pour les fins de la requête présentée par le failli, le rapport du syndic constitue une preuve des "déclarations" qui y sont contenues, et inclut non seulement l'exposé des faits, mais aussi les "opinions" du syndic. Il existe une jurisprudence selon laquelle le tribunal doit accepter ces déclarations. Or, lorsque le mot "déclarations", à l'article 140(5), est interprété de façon littérale, il englobe alors l'opinion du syndic. Re Alden; Bank of British Columbia v. Alden (1982) 41 C.B.R. (N.S.) 145; et Re Barrick (1980) 36 C.B.R. (N.S.) 286.

Le 13 novembre 1987, Thorne, le syndic, a présenté son rapport sous la signature de Paul. G. Goodman, c.a., directeur général adjoint. Le rapport renfermait la déclaration faite sous serment habituelle et faisait renvoi au rapport du syndic précédent, J. G. Touchie Limited, soumis en vertu de l'article 141. Le rapport indiquait en partie, "La conduite du failli avant la faillite est critiquable, car il a déclaré que, pendant qu'il était en prison, il s'était entendu avec un ami pour que celui-ci jette à l'eau des pièces d'or d'une valeur d'environ 20 000 \$, pièces qui lui appartenaient. Le failli a occasionné sa faillite, ou y a contribué, par des spéculations téméraires et hasardeuses, ou par une extravagance injustifiable dans son mode de vie, ou par le jeu, ou par négligence coupable à l'égard de ses affaires commerciales."

Je ne suis pas certain de bien saisir la signification de la dernière partie du rapport du syndic, étant donné que l'on aurait difficilement pu dire de M. Bolstad qu'il faisait preuve d'une "extravagance injustifiée dans son mode de vie" ou même qu'il s'était livré à des "spéculations téméraires et hasardeuses" alors qu'il était incarcéré à Springhill. Néanmoins, j'estime qu'il a agi de façon répréhensible en demandant à son ami de se débarrasser des pièces d'or, et je suis convaincu que sa conduite tombe manifestement sous le coup de l'article 143 de la Loi sur la faillite.

L'article 143 énumère les faits qui peuvent motiver le refus, la suspension ou l'octroi d'une libération sous conditions. A mon sens, il ne s'agit pas d'un cas où la libération doit être carrément refusée ou suspendue.

Après avoir examiné attentivement tous les éléments de preuve versés au dossier ainsi que la preuve présentée par M. Bolstad à l'audition, et après avoir

conclusion reached must be consistent with the law as it is laid down in similar cases by our Courts of superior jurisdiction.

Section 140(5) of the Bankruptcy Act provides that for the purposes of the bankrupt's application, the Report of the Trustee is evidence of the "statements" therein contained, and includes not only the statements of fact in the Report, but also the "opinions" of the Trustee. There is case law to the effect that the Court must accept the statements. If the word "statements" as used in Section 140(5) is interpreted literally, it would include the Trustee's opinion. Re Alden; Bank of British Columbia v. Alden (1982) 41 C.B.R. (N.S.) 145; and Re Barrick (1980) 36 C.B.R. (N.S.) 286.

On 13th November, 1987, the Trustee Thorne filed its report over the signature of Paul G. Goodman, C.A., Executive Vice-President. The report contained the usual affidavit in support, duly sworn, and referred to the earlier report of the Trustee, J.G. Touchie Limited, under Section 141 of the Bankruptcy Act. The report stated in part, "The conduct of the bankrupt before bankruptcy is subject to censure, in that he stated that, at the time he was incarcerated, he arranged to have a friend throw overboard gold coins, having a value of approximately \$20,000.00 which coins belonged to the bankrupt. The bankrupt has brought on, or contributed to, his bankruptcy by rash and hazardous speculations, or by unjustifiable extravagance in living, or by gambling, or by culpable neglect of his business affairs".

I'm not quite sure what the latter part of the Trustee's report means, as Bolstad could hardly be characterized as being "unjustifiably extravagant in living", or indeed, "rash and hazardous in speculations", when he was incarcerated at Springhill. Nevertheless, I believe that his conduct was subject to censure when he arranged to have the gold coins disposed of, and I am of the firm opinion that this conduct clearly falls under Section 143 of the Bankruptcy Act.

Section 143 lists the facts for which a discharge may be refused, suspended, or granted conditionally. In my opinion, this is not a case where the discharge should properly be refused or suspended.

After having carefully reviewed all of the evidence on file, and the evidence of Mr. Bolstad introduced at the hearing, and after having applied the legal principles

appliqué les principes juridiques établis par les décisions faisant jurisprudence, il est ordonné que le failli, Donald Alfred Bolstad, verse au syndic la somme de 5 500 \$, un montant de 500 \$ ayant déjà été remis, et que le solde de 5 000 \$ lui soit payé à raison de 416,67 \$ par mois, et ce, à compter du premier mois suivant le début de l'emploi du failli, ou sinon, de verser un montant global de 5 000 \$ au syndic. Il est en outre ordonné, lorsque le registraire sera convaincu que le failli, Donald Alfred Bolstad, aura rempli les conditions exposées ci-dessus, qu'une ordonnance de libération absolue soit émise.

Il n'y aura pas d'adjudication de frais sur la requête.

Fait à Halifax (Nouvelle-Écosse), le 14 janvier 1988.

as set out in the leading cases, it is ordered that the bankrupt, Donald Alfred Bolstad shall vest with the Trustee, Thorne Ernst & Whinney Inc., the sum of \$5500.00, \$500.00 of which has already been vested, and the balance of \$5000.00 to be paid at the rate of \$416.67 per month, commencing one month following the date of commencement of the bankrupt's employment, or in the alternative a lump sum payment in the amount of \$5000.00, to be paid to the said Trustee. It is further ordered, that upon the Registrar being satisfied that the bankrupt, Donald Alfred Bolstad, has completed the above stated terms, an Absolute Order of Discharge shall issue.

There will be no costs awarded in connection with this application.

Dated at Halifax, in the Province of Nova Scotia, this 14th day of January, A.D., 1988.



Consommation
et Corporations Canada

Consumer and
Corporate Affairs Canada

Surintendant des
faillites

Superintendent of
Bankruptcy

No. 9R

DÉCLARATIONS D'IMPÔT

Émise: le 15 avril 1988

OBJET

Cette directive remplace la directive #9 émise le 19 juin 1986 ainsi que la circulaire d'information #29 également émise le 19 juin 1986.

GÉNÉRALITÉS

1. La présente directive vise à établir des lignes directrices quant à la pratique et aux méthodes de production des déclarations d'impôt sur le revenu pour les périodes antérieures et postérieures à la faillite.
2. Ces modifications sont le résultat de négociations entre la Direction des faillites de Consommation et Corporations Canada et Revenu Canada, concernant la cotisation des déclarations d'impôt pour la période précédant la faillite et pour celle la suivant.
3. La méthode révisée de produire les déclarations permettra à Revenu Canada de traiter les déclarations et les cotisations plus rapidement et d'éviter une correspondance inutile ainsi que des délais dans l'administration des actifs.

Exigences de produire une déclaration d'impôt sur le revenu

4. Selon les dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu, le syndic est tenu de produire une déclaration d'impôt sur le revenu pour l'année d'imposition préfaillite (1er janvier à la date de la faillite) ainsi que pour l'année précédente si la déclaration n'a pas été produite par le failli.

INCOME TAX RETURNS

Issued: April 15, 1988

SUBJECT

This Directive replaces Directive #9 dated June 19, 1986 as well as Information Statement #29 dated June 19, 1986.

BACKGROUND

1. The purpose of this Directive is to provide guidelines in respect of the practice and methods for preparing and filing the pre- and post-bankruptcy income tax returns.
2. These changes are being implemented as a result of negotiations held between Bankruptcy Branch, Consumer and Corporate Affairs Canada and Revenue Canada concerning the assessment of pre- and post-bankruptcy income tax returns.
3. The revised method of reporting will enable Revenue Canada to process the bankruptcy income tax returns and assessments in a more expeditious manner and avoid unnecessary correspondence and delays in the administration of estates.

Requirement to File an Income Tax Return

4. Pursuant to the provisions of the Income Tax Act, the trustee is required to file a return for the pre-bankruptcy taxation year (1st of January to the date of bankruptcy) as well as for the previous year where no tax return was filed by the bankrupt.

5. La personne en faillite doit produire une déclaration d'impôt sur le revenu pour l'année d'imposition suivant la faillite (de la date de la faillite au 31 décembre). Revenu Canada reconnaîtra le syndic comme mandataire du contribuable lorsque ce dernier aura donné au syndic une lettre d'entente à cet effet (Annexe B).

LIGNES DIRECTRICES

Déclarations d'impôt sur le revenu préfaillite

6. Tous les avis de cotisation et les remboursements d'impôt dus au failli suite aux déclarations produites par le syndic pour la période préfaillite constituent un bien de l'actif et seront expédiés au syndic en autant que:

- (a) la déclaration indique clairement le nom du failli à la compétence du syndic (Annexe A),
- (b) la déclaration est estampillée "PRÉFAILLITE", en caractères gras sur la première page de chaque déclaration afin d'assurer le bon cheminement de la déclaration.

La seule exception où le remboursement ne sera pas envoyé au syndic est lorsque le contribuable a un solde au débit antérieurement à la date de la faillite dû à Revenu Canada. A ce moment là, Revenu Canada mettra en application son droit de compensation.

7. Lorsque le failli a produit une déclaration d'impôt sur le revenu avant la faillite, Revenu Canada enverra tout remboursement au syndic en autant que ce dernier l'aura informé de la situation avant le processus de cotisation.

Cotisation amendée

8. Toutes les demandes de modification à une déclaration d'impôt sur le revenu préfaillite doivent être faites par le syndic lequel demeure "syndic de facto" après sa libération. Par conséquent, toutes les demandes de modification pour ce genre de déclaration, faites par toute autre personne que le syndic, ne seront pas acceptées par Revenu Canada.

Déclarations d'impôt sur le revenu postfaillite

9. Tous les avis de cotisation et les remboursements dus au failli pour la période suivant la date de la faillite seront envoyés au failli à moins que ce dernier n'ait

5. The individual bankrupt is required to file a return for the post-bankruptcy taxation year (from the date of bankruptcy to December 31st). Revenue Canada is prepared to recognize the trustee as an agent to act on behalf of the taxpayer if the taxpayer has provided written authorization to that effect (Appendix B).

GUIDELINES

Pre-Bankruptcy Income Tax Returns

6. All assessment notices and refunds due to the bankrupt from returns filed by the trustee for the period prior to the date of an assignment in bankruptcy constitute estate assets and will be mailed to the trustee provided that:

- (a) the return clearly shows the bankrupt's name as c/o the trustee (Appendix A),
- (b) the return is stamped in bold letters "PRE-BANKRUPT" at the top of the first page of each return to ensure proper routing of the return.

The only exception where the refund would not be mailed to the trustee is where the taxpayer had a prior debit balance before the assignment date in which case Revenue Canada would apply its right to offset.

7. Where the bankrupt has filed an income tax return before bankruptcy, Revenue Canada will mail any assessment notice and refund to the trustee where the trustee provides notice to Revenue Canada prior to the processing of the tax return.

Reassessment

8. Any request for adjustment to the pre-bankruptcy return or years prior to bankruptcy must be made by the trustee who remains a "de facto trustee" after his discharge. Therefore, any request for adjustments to these types of returns submitted by someone other than the trustee will not be allowed by Revenue Canada.

Post-Bankruptcy Income Tax Returns

9. All assessment notices and refunds due to the bankrupt for the period after the date of the assignment in bankruptcy will be mailed to the bankrupt unless the

cédé, par écrit (Annexe B), ce remboursement au syndic. Les remboursements post-faillites seront alors expédiés au syndic peu importe si la déclaration a été complétée par le syndic ou non en autant que Revenu Canada ait reçu une copie de la lettre d'entente ou de l'ordonnance de la cour.

10. Lorsque le syndic complète la déclaration postfaillite il devra:

- (a) joindre une copie de l'entente (Annexe B) à la déclaration,
- (b) estampiller la déclaration "POSTFAILLITE" en caractères gras sur la première page de la déclaration,
- (c) indiquer clairement le nom du failli a/s du syndic (Annexe C) sur la déclaration.

11. Si le syndic produit une déclaration d'impôt postfaillite au nom du failli mais n'a pas produit de déclaration préfaillite parce que le failli n'avait pas de revenu ou d'activités professionnelles (ex: un conjoint sans emploi qui fait cession de concert avec un conjoint qui travaille), il doit joindre une lettre à la déclaration expliquant ces faits afin d'éviter de la correspondance et des délais inutiles.

Remboursements d'impôt sur le revenu subséquents

12. Tous les remboursements d'impôt pour les années subséquentes à celle de la faillite seront envoyés au failli à moins que le syndic ait obtenu une ordonnance de la cour en ce sens. Les avis de cotisation et les remboursements d'impôt sur le revenu pour les années subséquentes seront envoyés au syndic en autant qu'une copie de l'ordonnance soit envoyée au Centre fiscal approprié accompagnée d'une lettre demandant à Revenu Canada d'intercepter la déclaration d'impôt pertinente.

Exigences générales

13. Le syndic doit s'assurer que le numéro d'assurance sociale (N.A.S.) ou, dans certains cas, le numéro de compte de taxation (corporation) soit clairement indiqué sur la déclaration.

14. A compter du 1er janvier 1988, le syndic doit inscrire à la fiche de renseignements sur l'actif, déposée auprès du séquestre officiel, le N.A.S. ou dans certains cas, le numéro de compte de taxation (corporation) et indiquer si le failli l'a autorisé à

bankrupt has agreed in writing (Appendix B) to have the refund mailed to the trustee. The post-bankruptcy refund will be mailed to the trustee regardless of who filed the post-bankruptcy return as long as Revenue Canada has received a copy of the agreement letter or a court order.

10. Where the trustee filed the post-bankruptcy return the following applies:

- (a) a copy of the agreement letter (Appendix B) is attached to the return,
- (b) the return is stamped in bold letters "POST-BANKRUPT" at the top of the first page of the return,
- (c) the return clearly shows the bankrupt's name c/o the trustee (Appendix C).

11. If the trustee is filing a post-bankruptcy return on behalf of a bankrupt, but has not filed a pre-bankruptcy return because the bankrupt had no income or business or professional activity (e.g. a non-working spouse who made an assignment in conjunction with a working spouse), the trustee should attach a letter to the return explaining the circumstances in order to avoid unnecessary correspondence and delays.

Subsequent Income Tax Refunds

12. Any refunds for taxation years subsequent to the year of bankruptcy will be mailed to the bankrupt unless the trustee has obtained a court order. The subsequent income tax assessment notices and refunds will be mailed to the trustee provided that a copy of the court order is sent to the applicable Taxation Centre together with a letter requesting that Revenue Canada intercept the applicable return.

General Requirements

13. The trustee must ensure that the Social Insurance Number (S.I.N.), or in some cases the taxation account number (corporation), is clearly indicated on the return.

14. As of January 1st, 1988 the trustee must indicate on the Estate Information Summary filed with the Official Receiver, the S.I.N., or in some cases the account number (corporation) and an indication if the bankrupt has authorized the trustee to file the

produire une déclaration d'impôt sur le revenu postfaillite pour le bénéfice de l'actif. Le syndic doit également faire parvenir une copie de l'avis de faillite accompagnée d'une copie de la lettre d'entente à Revenu Canada.

15. Un remboursement d'impôt sur le revenu postfaillite est un actif qui peut être dévolu au syndic pour le bénéfice des créanciers (article 47). Dans chaque dossier, le syndic doit déterminer si un tel bénéfice existe pour les créanciers et recouvrer cet actif lorsque cela s'avère avantageux pour la masse des créanciers. Lorsqu'un failli refuse de consentir à la lettre d'entente en ce qui a trait à la déclaration postfaillite le syndic peut en faire rapport à la cour lors de la demande de libération du failli.

16. Lorsque le syndic reçoit un remboursement d'impôt pré, post ou subséquent à la faillite, ces montants doivent être considérés comme des biens de l'actif et être rapportés au relevé de recettes et de déboursés.

17. Le syndic n'est pas en droit de traiter partiellement le remboursement d'impôt sur le revenu postfaillite. Lorsque le remboursement postfaillite est réclamé par le syndic, il doit l'être entièrement pour le bénéfice de l'actif. Aucun remboursement partiel ne peut être versé au failli après que le syndic a réclamé et reçu ce remboursement postfaillite à moins d'en avoir reçu l'ordre de la cour.

18. Lorsque le syndic reçoit un remboursement ne faisant pas partie de l'actif, il peut faire parvenir le chèque directement au failli et en informer Revenu Canada et/ou s'il ne connaît pas l'adresse du failli, le syndic doit retourner le chèque à Revenu Canada au Centre fiscal approprié.

19. Lorsque le syndic prépare la déclaration d'impôt pour l'année de la faillite, il ne peut recevoir de compensation financière du failli puisqu'il est rémunéré selon le tarif (administration sommaire) ou selon le temps alloué à l'actif tel que taxé (administration ordinaire).

20. Lorsque le syndic a demandé à recevoir un avis de cotisation ou un remboursement postfaillite et qu'il se propose de procéder à la demande de libération du failli avant de recevoir l'avis de cotisation ou le remboursement de Revenu Canada, le syndic doit en

post-bankruptcy income tax return for the benefit of the estate. The trustee must also send a copy of the notice of assignment together with a copy of the agreement letter to Revenue Canada.

15. A post-bankruptcy income tax refund is an asset that may be acquired by the trustee for the benefit of creditors (Section 47). In each estate, the trustee should determine if such a benefit for creditors exists and pursue the asset where it is to the advantage of the estate. Where the bankrupt refuses to consent to the letter of agreement with respect to the post-bankruptcy return, the trustee may report this fact to the court at the time of the bankrupt's discharge.

16. Where the trustee realizes on the pre-, post- or subsequent bankruptcy income tax refund, it is to be treated as an estate asset and reflected in the Statement of Receipts and Disbursements.

17. The trustee is not entitled to deal with the post-bankruptcy income tax refund in part. Where the post-bankruptcy refund is claimed by the trustee, it must be claimed entirely for the benefit of the estate. No portion of the refund can be released to the bankrupt after the trustee has claimed and received the post-bankruptcy refund unless otherwise ordered by the court.

18. Where the trustee receives a refund that does not form part of the estate, he may send the cheque directly to the bankrupt and inform Revenue Canada accordingly and/or if the bankrupt's address is unknown, the trustee must return the cheque to Revenue Canada at the appropriate Taxation Centre.

19. Where the trustee prepares the tax return for the year of bankruptcy, he cannot be financially compensated by the bankrupt for such function as he is being remunerated through the tariff as taxed (in a summary administration) or through the time charged to the estate as taxed (in an ordinary administration).

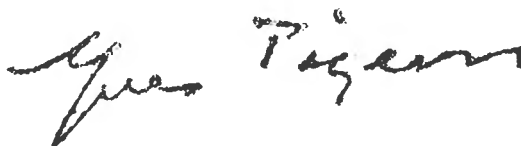
20. Where the trustee has taken an interest in the post-bankruptcy income tax assessment notice or refund and where the trustee intends to proceed with an application for the bankrupt's discharge prior to receiving the assessment notice or the refund from

faire rapport à la cour en vertu de l'article 140 de la Loi sur la faillite.

Processus de transition

21. Revenu Canada considérera l'information informatisée (février 1988) produite par les syndics à la Direction des faillites pour tous les dossiers actifs de faillites dans lesquels le syndic aura indiqué un intérêt et là où le failli n'aura pas encore été libéré. Ceci inclut les déclarations postfaillites déposées en 1988 et toutes autres déclarations non-traitées en date du 31 décembre 1987.

Le Surintendant des faillites

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Yves Pigeon', with a stylized flourish at the end.

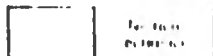
Yves Pigeon

Revenue Canada, the trustee should report the facts to the court under Section 140 of the Bankruptcy Act.

Transition Process

21. Revenue Canada will act upon the information computer listing (February 1988) provided by trustees to the Bankruptcy Branch for all active bankruptcy estates in which the trustee indicates that he has an interest and where the bankrupt has not yet been discharged. This will include the 1987 post-bankruptcy return filed in 1988 and all unprocessed tax returns filed as at December 31, 1987.

The Superintendent of Bankruptcy



Revenu Canada
Impôt

Revenu Canada
Taxation

ANNÉE "A"

1987

T1 GÉNÉRAL

Déclaration fédérale et provinciale d'impôt sur le revenu des particuliers

PRÉFAILLITE

Identification

Section à remplir

Prénoms usuel et nom de famille (en majuscules)

JEAN FAIVEL
AIS SYNDIC INC.

Adresse actuelle (en majuscules) Numéro rue et n° d'app. C.P. ou R.H.

1234 RUE

Ville

HULL

Province ou territoire

QUEBEC

Cette partie

XXX XXX

Avez-vous déjà produit une déclaration d'impôt sur le revenu?

OUI ☐ NON ☐

Si "OUI" indique pour quelle année

1987

Nom de la dernière déclaration comme ci-dessus

OUI

Adresse dans la dernière déclaration comme ci-dessus

OUI

Genre de travail ou de profession en 1987

XXX

Nom de l'employeur actuel

XXX

Votre numéro d'assurance sociale

XXX XXX XXX

Le numéro d'assurance sociale de votre conjoint

XXX XXX XXX

Le 31 décembre 1987, vous étiez

Marié(e) ☒ 1 ☐ Veuf(ve) ☐ 2 ☐ Divorcé(e) ☐ 3 ☐ Séparé(e) ☐ 4 ☐ Célibat ☐ 5 ☐

Prénom du conjoint

XXX

Adresse du conjoint comme le mien

OUI

Votre date de naissance

Jan. ☒ Mars ☒ Année ☒ XXX

Votre province ou territoire de résidence au 31 décembre 1987 était

XXX

Si vous étiez travailleur indépendant en 1987, province ou état où était votre entreprise

XXX

Si vous avez commencé ou cessé de résider au Canada en 1987, donner

Date d'entrée

Jan. ☒ Mars ☒

ou de départ

Jan. ☒ Mars ☒

Mo. ☒

Année ☒ XXX

Si la contribution est déduite

indiquer la date du décès

Jan. ☒ Mars ☒

Année ☒ XXX

Calcul du revenu total

Ne rien
écrire ici

Revenus d'emploi	
Revenus d'emploi avant retenues selon case (D) des feuillets T4 (annexer copie 2 des feuillets T4)	101
Corrections selon case (R) des feuillets T4, incluses dans le total ci-dessus	102
Autres revenus d'emploi, y compris allocations du formateur, pourboires et gratifications, etc. (préciser)	104
Total des revenus d'emploi (ligne 101 plus ligne 104)	105
Moins: Déduction pour emploi - Si la ligne 105 est de 2500,00\$ ou plus, inscrire 500,00\$. Sinon, inscrire 20% du montant de la ligne 105	
Autres frais déductibles (préciser)	108
Total des frais relatifs à un emploi (ligne 108 plus ligne 105)	109
Revenus nets d'emploi (ligne 105 moins ligne 109)	110
Revenus nets d'emploi (ligne 110 moins ligne 110) 111	
Pension de sécurité de la vieillesse (annexer feuillet T4A(OAS))	
Prestations - Régime de pensions du Canada ou Régime de rentes du Québec (annexer copie 2 du feuillet T4APQ)	113
Autres pensions et pensions de retraite (annexer copie 3 des feuillets T4A)	114
Allocations familiales imposables (annexer feuillet TFA1)	115
Prestations d'assurance-chômage (annexer copie 2 du feuillet T4U)	116
Montant imposable des dividendes de corporations canadiennes imposables (joindre annexe 4 dûment remplie)	117
Intérêts et autres revenus de placements (joindre annexe 4 dûment remplie)	118
Revenus de location (annexe 7) Bruts	119
Net	120
Gains en capital imposables (joindre annexe 3 dûment remplie)	121
Pension alimentaire ou allocation de séparation reçue	122
Autres revenus (préciser)	123
Revenus d'entreprise Bruts	124
Net	125
Revenus de profession libérale Bruts	126
Net	127
Revenus de commissions Bruts	128
Net	129
Revenus d'agriculture Bruts	130
Net	131
Revenus de pêche Bruts	132
Net	133
Revenu total (total des lignes 111 à 143 incl. - à reporter à la ligne 200, page 2)	140

Revenue Canada
TaxationRevenu Canada
Impôt

APPENDIX "A"

1987
T1 GENERALFederal and
Individual Income Tax Return **PRE-BANKRUPT**
Identification

		Complete the following	
Usual First Name and Initial JAMES BANKRUPT		Your Social Insurance Number XXX XXXX XXXX	
Surname: Family or Last Name (Please print) C/O TRUSTEE INC		Your Spouse's Social Insurance Number XXX XXXX XXXX	
Present Address (Please print) Number, Street and Apt. No. or P.O. No. or R.M. No. 1111 STREET		On December 31, 1987 you were: Married ☒ Widower ☐ Divorced ☐ Separated ☐ Single ☐	
City OTTAWA		Name of Spouse ☒ or	
Province or Territory ONTARIO		Address of Spouse: same as mine ☒ or	
Postal Code XXX XXXX		Your Date of Birth Day XX Month XX Year XXXX	
Have you filed an Income Tax Return before? YES ☐ NO ☐		Your Province or Territory of Residence on December 31, 1987, was XXX	
If "YES", please indicate for what year 19 XXX		If you were self-employed in 1987, please state province of self-employment XXX	
Name on last return same as above ☒ or		If you became or ceased to be a resident of Canada in 1987, give	
Address on last return same as above ☒ or		Date of Entry Day XX Month XX or Departure Day XX Month XX Year XX	
Type of work or occupation in 1987 XXX		If taxpayer is deceased, please give date of death Day XX Month XX Year XXXX	
Name of present employer XXX			

Calculation of Total Income

		Please do not use this area	
Income from Employment	Employment Income Before Deductions from Box (C) on all T4 slips (attach copy 2 of T4 slips)	101	
	Commissions from Box (R) on all T4 slips, included in above total	102	
	Other employment income including training allowances, tips and gratuities, etc. (please specify)	104	
	Total employment earnings (add lines 101 and 104)	105	
	Subtract: Employment expense deduction - If line 105 above is \$2,500.00 or more, claim \$500.00. If less, claim 20% of line 105. Other allowable expenses (please specify)	108	
	Total employment expenses (add lines 108 and 109)	110	
	Net employment earnings (subtract line 110 from line 105)	111	
Pension Income	Old Age Security Pension (attach copy of T4A(OAS) slip)	113	
	Canada or Quebec Pension Plan benefits (attach copy 2 of T4A(P) slip)	114	
	Other pensions or superannuation (attach copy 3 of T4A slips)	115	
	Taxable Family Allowance payments (attach copy of TFA1 slip)	118	
	Unemployment insurance benefits (attach copy 2 of T4U slip)	119	
	Taxable amount of dividends from taxable Canadian corporations (attach completed Schedule 4)	120	
	Interest and other investment income (attach completed Schedule 4)	121	
	Rental income (Schedule 7) Gross 180 Net 126		
Income from Other Sources	Taxable capital gains - complete and attach Schedule 3	127	
	Alimony or separation allowance income	128	
	Other income (please specify)	130	
	Business income Gross 182 Net 135		
Self-Employed Income	Professional income Gross 184 Net 137		
	Commission income Gross 186 Net 138		
	Farming income Gross 188 Net 141		
	Fishing income Gross 170 Net 143		
Total Income (add lines 111 to 143 inclusive - please enter this amount on line 200 on page 2)		150	

ANNEXE "B"

LETTRE D'ENTENTE

Je _____ autorise par la présente le syndic
_____ (nom du failli)
_____ à préparer et produire auprès de Revenu
_____ (nom du syndic)
Canada - Impôt, la déclaration d'impôt sur le revenu postfaillite pour
l'année 19 ____.

De plus, je consens à ce que tout remboursement découlant de la
cotisation de l'impôt sur le revenu postfaillite soit envoyé au syndic
et soit considéré comme actif conformément à article 47 de la Loi sur
la faillite pour distribution à mes créanciers.

De plus, j'autorise _____ à communiquer et à
_____ nom du syndic
discuter avec les fonctionnaires du Ministère du Revenu National - Impôt,
les différents points concernant mes déclarations d'impôt. J'autorise
également le Ministère du Revenu National - Impôt à transmettre
l'information audit syndic.

Témoïn

Failli

N.A.S. du failli

Syndic

APPENDIX "B"

AGREEMENT LETTER

I _____ hereby authorize the trustee
(bankrupt's name)
_____ to complete and file with Revenue
(trustee's name)
Canada - Taxation, the post-bankruptcy income tax return for the year
19__.

I further authorize that any refund resulting from the post-bankruptcy
income tax assessment be mailed to the trustee as an asset under Section
47 of the Bankruptcy Act for distribution to my creditors.

I further authorize _____ to communicate and
trustee's name
discuss with officials of the Department of National Revenue Taxation on
my behalf, matters relating to my income tax affairs. I also authorize
the Department of National Revenue Taxation to release information in
connection with the above to the said trustee.

Witness

Bankrupt

Bankrupt's S.I.N.

Trustee



Revenu Canada
Impôt

Revenu Canada
Taxation

ANNEXE "C"

1987
TIGÉNÉ

Déclaration fédérale et provinciale d'impôt, sur le revenu des particuliers **POSTFAILLITE**

Identification _____

Section à remplir

Prénom usuel et nom du contribuable (en majuscules)

JEAN FAILLIT

AS SYNDIC INC.

Adresse actuelle (en majuscules) Numéro rue et n° d'app. C.P. ou R.R.

VRSA RUE

Ville

MULL

Province de résidence

QUEBEC

Catégorie fiscale

XXX XXX

Avez-vous déjà produit une déclaration d'impôt sur le revenu?

OUI ☒ NON ☒

Si "OUI" indiquez pour quelle année

19 **XX**

Nom de la dernière déclaration comme ci-dessus

OU

Adresse dans la dernière déclaration comme ci-dessus

OU

Genre de travail ou de profession en 1987

XXX

Nom de l'employeur actuel

XXX

Votre numéro d'assurance sociale

XXXX XXXX XXXX

Le numéro d'assurance sociale de votre conjoint

XXXX XXXX XXXX

Le 31 décembre 1987, vous étiez: ☒ Marié ☐ Veuf/veuve ☐ Divorcé(e) ☐ Séparé(e) ☐ Célib.

Prénom du conjoint

X

Adresse du conjoint comme la sienne

X OUI

Votre date de naissance

Jour: **XX** Mois: **XX** Année: **XXXX**

Votre province ou territoire de résidence au 31 décembre 1987 était:

XXX

Si vous étiez travailleur indépendant en 1987, précisez ou étiez-vous employé:

XXX

Si vous avez commencé ou cessé de résider au Canada en 1987, donnez:

Date d'entrée

Jour: **XX** Mois: **XX** ou de départ: Jour: **XX** Mois: **XX** Année: **XXXX**

Si la contribution est déduite, indiquez la date du décès

Jour: **XX** Mois: **XX** Année: **XXXX**

Calcul du revenu total

Ne rien écrire ici

Revenus d'emploi		
Revenus d'emploi avant retenues selon case (D) des feuillets T4 (annexer copie 2 des feuillets T4)	101	
Commissions selon case (R) des feuillets T4, incluses dans le total ci-dessus	102	
Autres revenus d'emploi, y compris allocations de formation, pourboires et gratifications, etc. (préciser):	104	
Total des revenus d'emploi (ligne 101 plus ligne 104)	106	
Moins:		
Déduction pour emploi - Si la ligne 105 est de 2 500,00 \$ ou plus, inscrire 500,00 \$ Sinon, inscrire 20% du montant de la ligne 105	108	
Autres frais déductibles (préciser):	109	
Total des frais relatifs à un emploi (ligne 108 plus ligne 109)	110	
Revenus nets d'emploi (ligne 106 moins ligne 110)	111	
Pensions de sécurité de la vieillesse (annexer feuillets T4A/DAS)		113
Pensions - Régime de pensions du Canada ou Régime de pensions du Québec (annexer copie 2 des feuillets T4AP)		114
Autres pensions et pensions de retraite (annexer copie 3 des feuillets T4A)		115
Allocations familiales imposables (annexer feuillets TFA1)		118
Prestations d'assurance-chômage (annexer copie 2 du feuillet T4L)		119
Montant imposable des dividendes de corporations canadiennes imposables (joindre annexe 4 dûment remplie)		120
Intérêts et autres revenus de placements (joindre annexe 4 dûment remplie)		121
Revenus de location (annexe 7)		126
Gains en capital imposables (joindre annexe 3 dûment remplie)		127
Pension alimentaire ou allocation de séparation reçue		128
Autres revenus (préciser):		130
Revenus d'entreprise		135
Revenus de profession libérale		137
Revenus de commissions		138
Revenus d'agriculture		141
Revenus de pêche		143
Revenu total (total des lignes 111 à 143 incl. - à reporter à la ligne 200, page 2)		160



Revenue Canada Revenu Canada
Taxation Impôt

APPENDIX "C"

1987
T1 GENERAL

Federal and Individual Income Tax Return *POST-BANKRUPT*
Identification _____

Identification Use: First Name and Initial Surname Family or Last Name (Please print) JAMES BANKRUPT Present Address (Please print) Number Street and Apt No or P.O. No or R.R. No 1234 STREET City OTTAWA Province or Territory Postal Code ONTARIO K1A 1A1 Have you filed an Income Tax Return before? YES ☒ NO ☐ If "YES", please indicate for what year 19 88 Name on last return same as above ☒ or Address on last return same as above ☒ or Type of work or occupation in 1987 XXX Name of present employer XXX		Complete the following Your Social Insurance Number: XXX XXX XXX Your Spouse's Social Insurance Number: XXX XXX XXX On December 31, 1987, you were Married ☒ Widowed ☐ Divorced ☐ Separated ☐ Single ☐ Name of Spouse ☒ Address of Spouse same as mine ☒ or Your Date of Birth Day XX Month XX Year XXXX Your Province or Territory of Residence on December 31, 1987, was XXX If you were self-employed in 1987, please state province of self-employment XXX If you became or ceased to be a resident of Canada in 1987, give Date of Entry Day XX Month XX or Departure Day XX Month XX Year XXXX If taxpayer is deceased, please give date of death Day XX Month XX Year XXXX	
Calculation of Total Income		Please do not use this area	

Calculation of Total Income

Income from Employment	Employment Income Before Deductions from Box (C) on all T4 slips (attach copy 2 of T4 slips)	101							
	Commissions from Box (F) on all T4 slips, included in above total	102							
	Other employment income including training allowances, tips and gratuities, etc. (please specify)	104							
	Total employment earnings (add lines 101 and 104)	106							
	Subtract Employment expense deduction - If line 105 above is \$2,600.00 or more, claim \$500.00; if less, claim 20% of line 105	108							
	Other allowable expenses (please specify)	109							
	Total employment expenses (add lines 108 and 109)	110							
	Net employment earnings (subtract line 110 from line 106)	111							
Pension Income	Old Age Security Pension (attach copy of T4A(OAS) slip)	113							
	Canada or Quebec Pension Plan benefits (attach copy 2 of T4A(P) slip)	114							
	Other pensions or superannuation (attach copy 3 of T4A slips)	116							
	Taxable Family Allowance payments (attach copy of TFA-1 slip)	118							
	Unemployment Insurance benefits (attach copy 2 of T4U slip)	119							
	Taxable amount of dividends from taxable Canadian corporations (attach completed Schedule 4)	120							
	Interest and other investment income (attach completed Schedule 4)	121							
Income from Other Sources	Rental income (Schedule 7)	Gross	126				Net		
	Taxable capital gains - complete and attach Schedule 3		127						
	Alimony or separation allowance income		128						
	Other income (please specify)		130						
	Business income	Gross	132				Net		
	Professional income	Gross	134				Net		
Self-Employed Income	Commission income	Gross	136				Net		
	Farming income	Gross	138				Net		
	Fishing income	Gross	140				Net		
	Total Income (add lines 111 to 143 inclusive - please enter this amount on line 200 on page 2)		143						

Statistiques

FAILLITES

mai 1988

Statistics

BANKRUPTCIES

May 1988

	Mois courant — Current month			Cumul pour l'année — Yearly to date		
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total
T.-N./Nfld.	25	3	28	103	24	127
N.-É./N.S.	108	18	126	481	85	566
I.P.-É./P.E.I.	3	0	3	17	6	23
N.-B./N.B.	19	7	26	101	29	130
Québec	786	236	1,022	3,942	1,290	5,232
Ontario	598	156	754	3,116	743	3,859
Manitoba	82	14	96	436	106	542
Saskatchewan	54	29	83	318	199	517
Alberta	231	82	313	1,201	419	1,620
C.-B./B.C.	246	103	349	1,170	547	1,717
T.N.-O./N.W.T.	0	1	1	0	2	2
Yukon	0	0	0	2	6	8
Canada	2,152	649	2,801	10,887	3,456	14,343

PROPOSITIONS

mai 1988

PROPOSALS

May 1988

	Mois courant — Current month	Cumul pour l'année — Yearly to date
T.-N./Nfld.	0	1
N.-É./N.S.	1	12
I.P.-É./P.E.I.	0	4
N.-B./N.B.	5	15
Québec	15	76
Ontario	27	111
Manitoba	0	8
Saskatchewan	0	0
Alberta	2	9
C.-B./B.C.	3	24
T.N.-O./N.W.T.	0	0
Yukon	0	0
Canada	53	260

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE MAI 1988, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF MAY 1988, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant — Current month		Cumul pour l'année — Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries primaires Primary Industries.....	1	282,371	1	282,371
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	0	0	2	27,158
Industries de la construction Construction Industries.....	1	105,517	2	155,342
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	0	0	1	47,248
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	10	1,050,820
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services.....	1	15,330	8	1,196,446
Total	3	403,218	24	2,759,385
NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA				
Industries primaires Primary Industries.....	1	35,962	7	1,131,218
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	3	80,051	11	2,176,482
Industries de la construction Construction Industries.....	1	62,038	10	942,332
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	3	274,948	9	2,264,321
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	6	853,084	23	3,117,989
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	2	410,655
Services.....	4	275,236	23	2,293,120
Total	18	1,581,319	85	12,336,117
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries primaires Primary Industries.....	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries.....	0	0	0	0
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	0	0	2	1,111,404
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	2	187,529
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services.....	0	0	2	124,631
Total	0	0	6	1,423,564

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK				
Industries primaires Primary Industries	0	0	1	75,735
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	1	119,775	3	1,052,557
Industries de la construction Construction Industries	1	9,801	1	9,801
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	1	62,760
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	1	234,050	11	8,409,080
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	2	89,528
Services	4	563,211	10	1,283,004
Total	7	926,837	29	10,982,465
QUÉBEC				
Industries primaires Primary Industries	3	496,917	32	5,169,269
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	19	1,569,397	104	44,350,887
Industries de la construction Construction Industries	19	4,302,486	139	19,680,510
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	16	1,041,640	70	5,448,945
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	113	10,486,706	520	61,203,476
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	3	123,778	20	19,290,415
Services	63	5,671,681	405	43,562,515
Total	236	23,692,605	1,290	198,706,017
ONTARIO				
Industries primaires Primary Industries	5	654,039	29	5,811,820
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	20	2,716,357	76	32,448,244
Industries de la construction Construction Industries	21	1,944,052	139	11,367,117
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	17	1,607,030	53	6,191,404
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	52	4,996,249	213	27,121,301
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	12	2,637,313
Services	41	4,177,984	221	32,183,939
Total	156	16,095,711	743	117,761,138

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
MANITOBA				
Industries primaires Primary Industries	3	493,647	14	2,555,805
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	4	283,572
Industries de la construction Construction Industries	0	0	17	1,354,695
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	2	140,499	12	1,131,706
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	4	184,320	23	1,107,262
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	2	217,571
Services	5	228,840	34	3,991,598
Total	14	1,047,306	106	10,642,209
SASKATCHEWAN				
Industries primaires Primary Industries	8	1,125,552	58	12,841,656
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	1	898,663	9	10,959,024
Industries de la construction Construction Industries	4	398,109	20	1,756,429
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	3	163,750	19	1,496,235
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	5	2,721,299	58	10,110,481
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	4	1,345,449
Services	8	635,421	31	3,677,402
Total	29	5,942,794	199	42,186,676
ALBERTA				
Industries primaires Primary Industries	4	861,569	35	8,028,753
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	4	535,429	23	5,072,481
Industries de la construction Construction Industries	16	2,078,087	65	8,564,243
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	8	1,034,721	53	7,548,310
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	14	1,462,216	89	12,771,881
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	5	935,809	25	14,406,427
Services	31	6,887,847	129	29,745,750
Total	82	13,795,678	419	86,137,845

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries primaires Primary Industries.....	8	2,872,775	51	10,194,897
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	7	4,131,598	46	21,402,291
Industries de la construction Construction Industries.....	17	2,558,247	92	13,743,898
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	7	559,237	47	3,853,438
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	20	4,077,645	112	24,495,809
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	10	2,719,197	35	17,418,265
Services.....	34	7,435,399	164	43,353,732
Total	103	24,354,098	547	134,462,330
TERRITOIRES DU NORD-OUEST & YUKON/NORTHWEST TERRITORIES & YUKON				
Industries primaires Primary Industries.....	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	1	1	1	1
Industries de la construction Construction Industries.....	0	0	2	208,640
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	0	0	3	176,484
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	0	0
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	1	66,760
Services.....	0	0	1	19,907
Total	1	1	8	471,792
CANADA				
Industries primaires Primary Industries.....	33	6,822,832	228	46,091,524
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	56	10,051,271	279	117,772,697
Industries de la construction Construction Industries.....	80	11,458,337	487	57,783,007
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	56	4,821,825	270	29,332,255
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	215	25,015,569	1,061	149,575,628
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	18	3,778,784	103	55,882,383
Services.....	191	25,890,949	1,028	161,432,044
Total	649	87,839,567	3,456	617,869,538

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN MAI 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MAY 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	16	2	0	18	13,415	251,801
AUTRES/OTHERS	9	1	0	10	398,455	469,614
TOTAL	25	3	0	28	411,870	721,415
N.-É./N.S.						
HALIFAX	42	6	1	49	468,639	1,499,628
SYDNEY	14	0	0	14	63,100	115,940
SYDNEY MINES	6	1	0	7	43,950	149,111
AUTRES/OTHERS	46	11	0	57	932,220	2,156,123
TOTAL	108	18	1	127	1,507,909	3,920,802
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	2	0	0	2	755	17,110
AUTRES/OTHERS	1	0	0	1	1,017	2,191
TOTAL	3	0	0	3	1,772	19,301
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	1	1	0	2	89,200	258,182
MONCTON	4	2	0	6	65,861	568,818
SAINT-JOHN	6	0	0	6	9,600	46,451
AUTRES/OTHERS	8	4	5	17	300,990	814,770
TOTAL	19	7	5	31	465,651	1,688,221
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	1	0	1	2	727	26,803
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	8	4	0	12	128,434	414,584
DRUMMONDVILLE	5	0	0	5	5,100	172,156
GRANBY	4	0	0	4	600	35,834
HULL/GATINEAU/AYLMER	64	6	0	70	467,319	1,544,315
MONTRÉAL	373	97	6	476	6,342,127	27,076,546
QUÉBEC	53	19	1	73	1,309,924	4,101,961
RIMOUSKI	6	0	0	6	15,800	73,962
ROUYN	4	3	0	7	222,689	346,590
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	3	1	0	4	12,050	68,390
SHAWINIGAN	6	3	0	9	84,667	640,957
SHERBROOKE	16	6	0	22	505,076	1,287,302
SOREL	0	1	0	1	600	35,789
ST-HYACINTHE	16	0	1	17	347,300	834,838
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	9	2	0	11	7,740	268,180
ST-JERÔME	7	0	0	7	36,735	147,258
THETFORD MINES	1	2	0	3	200	77,200
TROIS-RIVIÈRES	13	7	0	20	1,321,106	2,562,355
VICTORIAVILLE	3	3	0	6	10,050	160,828
AUTRES/OTHERS	194	82	6	282	5,963,006	15,860,807
TOTAL	786	236	15	1,037	16,781,250	55,736,655

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN MAI 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MAY 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	11	2	1	14	97,550	1,978,160
BELLEVILLE	1	0	0	1	850	8,000
BRANTFORD	11	1	0	12	25,826	150,566
BROCKVILLE	2	2	0	4	16,191	163,920
CHATHAM	5	1	0	6	65,966	123,401
CORNWALL	3	2	0	5	126,920	351,775
GUELPH	6	3	1	10	95,650	305,294
HAMILTON	39	6	2	47	160,341	805,955
KINGSTON	18	4	0	22	48,584	1,348,513
KITCHENER	23	2	0	25	52,264	488,302
LONDON	15	6	1	22	154,827	921,597
MIDLAND	1	0	0	1	650	65,227
NORTH BAY	3	0	0	3	10,200	27,910
ORILLIA	0	0	0	0	0	0
OSHAWA	9	3	1	13	38,850	395,637
OTTAWA	57	16	1	74	1,562,125	4,610,690
OWEN SOUND	1	1	0	2	2,901	199,280
PETERBOROUGH	8	0	0	8	99,301	151,172
SARNIA	14	1	0	15	106,975	562,453
SAULT-STE-MARIE	4	3	0	7	43,097	314,645
ST-CATHARINES/NIAGARA	22	3	0	25	23,068	529,162
STRATFORD	1	3	0	4	13,142	204,606
SUDBURY	13	0	0	13	27,350	146,510
THUNDER BAY	2	0	0	2	7,257	49,832
TORONTO	205	49	18	272	911,408	11,868,471
TRENTON	0	1	0	1	83,913	388,004
WINDSOR	12	7	0	19	357,397	1,628,160
AUTRES/OTHERS	112	40	2	154	2,467,852	7,162,871
TOTAL	598	156	27	781	6,600,455	34,950,113
MANITOBA						
WINNIPEG	64	3	0	67	591,847	1,556,289
AUTRES/OTHERS	18	11	0	29	390,605	1,300,637
TOTAL	82	14	0	96	982,452	2,856,926
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	4	2	0	6	77,750	261,273
PRINCE ALBERT	1	0	0	1	500	17,802
REGINA	14	5	0	19	783,975	1,754,270
SASKATOON	15	6	0	21	1,320,089	2,732,261
AUTRES/OTHERS	20	16	0	36	922,612	3,042,765
TOTAL	54	29	0	83	3,104,926	7,808,371

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN MAI 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MAY 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	65	20	0	85	2,215,000	5,999,298
EDMONTON	87	26	2	115	2,321,861	6,436,136
MEDICINE HAT	6	3	0	9	315,025	1,941,595
AUTRES/OTHERS	73	33	0	106	2,801,941	7,578,436
TOTAL	231	82	2	315	7,653,827	21,955,465
C.-B./C.B.						
CHILLIWACK	3	0	0	3	4,350	31,011
COURTENAY	4	0	0	4	12,151	93,798
KAMLOOPS	7	6	0	13	410,859	1,418,252
KELOWNA	3	2	0	5	285,388	1,304,615
NANAIMO	6	2	0	8	14,050	557,292
PRINCE-GEORGE	14	6	0	20	519,160	2,075,570
TERRACE	1	1	0	2	99,200	234,823
VANCOUVER	117	52	0	169	4,301,629	18,093,067
VERNON	5	3	0	8	89,090	372,234
VICTORIA	28	7	0	35	223,447	1,237,961
AUTRES/OTHERS	58	24	3	85	2,552,346	7,002,725
TOTAL	246	103	3	352	8,511,670	32,421,348
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	0	1	0	1	0	1
YUKON						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
CANADA						
TOTAL	2,152	649	53	2,854	46,021,782	162,078,618

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X. Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X. Bankruptcy Act)

	Provinces participantes						
	—						
	Participating Provinces						
	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Ile du Prince-Édouard	Total
	—	—	—	—	—	—	—
	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island	
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	72	8	9	5	43	0	131
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	215,141.09	95,856.51	29,679.52	19,540.97	165,786.59	4,138.75	530,143.43
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	11,214.57	181,894.85	62,839.08	19,010.15	171,822.59	0	446,781.24
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	70	11	—	6	33	0	120
Total number of terminations and defaults during the month							

Statistiques

FAILLITES

juin 1988

Statistics

BANKRUPTCIES

June 1988

	Mois courant — Current month			Cumul pour l'année — Yearly to date		
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total
T.-N./Nfld.	16	3	19	119	28	147
N.-É./N.S.	85	10	95	566	95	661
I.P.-É./P.E.I.	3	0	3	20	6	26
N.-B./N.B.	19	3	22	120	32	152
Québec	788	211	999	4,733	1,513	6,246
Ontario	649	133	782	3,767	879	4,646
Manitoba	87	24	111	523	130	653
Saskatchewan	65	39	104	383	238	621
Alberta	195	70	265	1,396	490	1,886
C.-B./B.C.	228	99	327	1,398	647	2,045
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	0	2	2
Yukon	1	1	2	3	7	10
Canada	2,136	593	2,729	13,028	4,067	17,095

PROPOSITIONS

juin 1988

PROPOSALS

June 1988

	Mois courant — Current month		Cumul pour l'année — Yearly to date	
T.-N./Nfld.	0		1	
N.-É./N.S.	3		15	
I.P.-É./P.E.I.	0		4	
N.-B./N.B.	2		17	
Québec	12		82	
Ontario	34		143	
Manitoba	1		9	
Saskatchewan	0		0	
Alberta	4		11	
C.-B./B.C.	3		27	
T.N.-O./N.W.T.	0		0	
Yukon	0		0	
Canada	59		309	

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE JUIN 1988, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF JUNE 1988, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant Current month		Cumul pour l'année Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries primaires Primary Industries.....	0	0	1	282,371
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	1	672,923	3	700,081
Industries de la construction Construction Industries.....	0	0	2	155,342
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	0	0	1	47,248
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail).....	1	61,470	12	1,489,471
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate.....	0	0	0	0
Services.....	1	26,767	9	1,223,213
Total.....	3	761,160	28	3,897,726
NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA				
Industries primaires Primary Industries.....	2	108,192	9	1,239,410
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	1	25,487	12	2,201,969
Industries de la construction Construction Industries.....	3	98,438	13	1,040,770
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	1	31,045	10	2,295,366
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail).....	0	0	23	3,117,989
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate.....	1	260,906	3	671,561
Services.....	2	49,502	25	2,342,622
Total.....	10	573,570	95	12,909,687
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries primaires Primary Industries.....	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries.....	0	0	0	0
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	0	0	2	1,111,404
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail).....	0	0	2	187,529
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate.....	0	0	0	0
Services.....	0	0	2	124,631
Total.....	0	0	6	1,423,564

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK				
Industries primaires Primary Industries	0	0	1	75,735
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	1	292,220	4	1,344,777
Industries de la construction Construction Industries	0	0	1	9,801
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	1	62,760
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	1	124,608	12	8,165,449
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	2	89,528
Services	1	16,330	11	1,299,334
Total	3	433,158	32	11,047,384
QUÉBEC				
Industries primaires Primary Industries	9	1,901,335	41	7,070,604
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	19	3,746,364	125	56,509,650
Industries de la construction Construction Industries	17	1,591,497	160	24,433,103
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	6	419,251	76	5,868,196
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	90	9,788,504	610	71,183,231
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	3	122,749	23	19,413,164
Services	67	7,070,135	478	54,844,053
Total	211	24,639,835	1,513	239,322,001
ONTARIO				
Industries primaires Primary Industries	4	431,365	34	7,388,785
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	16	8,268,930	92	43,282,809
Industries de la construction Construction Industries	27	2,033,119	166	13,400,236
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	5	245,231	58	6,436,635
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	36	6,455,996	251	33,843,092
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	3	2,363,303	15	5,000,616
Services	42	5,153,699	263	41,937,824
Total	133	24,951,643	879	151,289,997

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
MANITOBA				
Industries primaires Primary Industries	4	440,354	18	2,996,159
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	1	5,701	5	289,273
Industries de la construction Construction Industries	7	1,484,548	24	2,839,243
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	3	63,830	15	1,195,536
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	2	124,375	25	1,231,637
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	1	492,500	3	710,071
Services	6	1,454,435	40	5,446,033
Total	24	4,065,743	130	14,707,952
SASKATCHEWAN				
Industries primaires Primary Industries	11	2,995,074	69	15,836,730
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	6	1,240,251	15	12,199,275
Industries de la construction Construction Industries	3	375,246	23	2,131,675
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	3	255,093	22	1,751,328
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	9	2,287,466	67	12,397,947
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	4	1,345,449
Services	7	727,024	38	4,404,426
Total	39	7,880,154	238	50,066,830
ALBERTA				
Industries primaires Primary Industries	5	1,292,133	40	9,320,886
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	6	457,824	29	5,530,305
Industries de la construction Construction Industries	7	3,753,662	71	11,714,687
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	12	1,177,651	65	8,725,961
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	15	2,104,547	104	14,876,428
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	3	2,004,564	28	16,410,991
Services	22	2,050,792	153	32,043,737
Total	70	12,841,173	490	98,622,995

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries primaires Primary Industries	9	1,673,605	60	11,868,502
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	8	2,289,608	54	23,691,899
Industries de la construction Construction Industries	21	2,039,724	113	15,783,622
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	8	1,284,811	55	5,138,249
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	23	3,792,629	136	28,738,438
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	4	1,162,781	39	18,581,046
Services	26	6,026,041	190	49,379,773
Total	99	18,269,199	647	153,181,529
TERRITOIRES DU NORD-OUEST & YUKON/NORTHWEST TERRITORIES & YUKON				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	1	1
Industries de la construction Construction Industries	0	0	2	208,640
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	3	176,484
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	0	0
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	1	240,000	2	306,760
Services	0	0	1	19,907
Total	1	240,000	9	711,792
CANADA				
Industries primaires Primary Industries	44	8,842,058	273	56,079,182
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	59	16,999,308	340	145,750,039
Industries de la construction Construction Industries	85	11,376,234	575	71,717,119
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	38	3,476,912	308	32,809,167
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	177	24,739,595	1,242	175,231,211
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	16	6,646,803	119	62,529,186
Services	174	22,574,725	1,210	193,065,553
Total	593	94,655,635	4,067	737,181,457

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUIN 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JUNE 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	11	2	0	13	290,277	801,363
AUTRES/OTHERS	5	1	0	6	89,220	143,597
TOTAL	16	3	0	19	379,497	944,960
N.-É./N.S.						
HALIFAX	35	6	2	43	414,392	1,022,129
SYDNEY	7	0	1	8	154,700	316,637
SYDNEY MINES	3	0	0	3	600	20,612
AUTRES/OTHERS	40	4	0	44	223,554	673,045
TOTAL	85	10	3	98	793,246	2,032,423
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	0	0	0	0	0	0
AUTRES/OTHERS	3	0	0	3	12,750	108,757
TOTAL	3	0	0	3	12,750	108,757
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	1	1	0	2	2,500	124,608
MONCTON	8	0	0	8	27,670	86,455
SAINT-JOHN	1	0	0	1	65,500	78,240
AUTRES/OTHERS	9	2	2	13	226,100	605,068
TOTAL	19	3	2	24	321,770	894,371
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	2	0	0	2	300	66,471
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	12	8	0	20	1,636,802	2,021,206
DRUMMONDVILLE	3	2	0	5	13,666	279,765
GRANBY	10	2	0	12	87,425	321,966
HULL/GATINEAU/AYLMER	34	4	0	38	1,525,744	2,584,458
MONTRÉAL	373	70	9	452	6,185,100	24,744,457
QUÉBEC	73	25	0	98	1,194,782	3,605,626
RIMOUSKI	5	4	0	9	300,569	472,819
ROUYN	6	0	0	6	37,600	106,484
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	13	0	0	13	91,768	952,300
SHAWINIGAN	8	2	0	10	27,500	105,516
SHERBROOKE	18	13	1	32	671,871	1,536,218
SOREL	1	0	0	1	50	6,200
ST-HYACINTHE	3	1	0	4	17,673	94,853
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	7	1	0	8	23,582	248,107
ST-JERÔME	12	1	0	13	27,415	374,474
THETFORD MINES	2	0	0	2	801	16,752
TROIS-RIVIÈRES	10	6	0	16	144,169	657,251
VICTORIAVILLE	8	1	0	9	10,130	113,137
AUTRES/OTHERS	188	71	2	261	3,788,502	12,128,488
TOTAL	788	211	12	1,011	15,785,449	50,436,548

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUIN 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JUNE 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	1	1	0	2	35,470	173,714
BELLEVILLE	0	0	0	0	0	0
BRANTFORD	6	1	0	7	22,631	143,736
BROCKVILLE	1	2	0	3	4,262	119,830
CHATHAM	2	1	0	3	12,750	179,129
CORNWALL	8	0	0	8	9,075	73,113
GUELPH	1	3	0	4	42,126	144,252
HAMILTON	54	8	3	65	451,332	3,859,939
KINGSTON	14	5	0	19	47,453	317,812
KITCHENER	13	5	0	18	357,011	1,480,656
LONDON	15	5	0	20	142,215	649,015
MIDLAND	1	1	0	2	11,239	121,010
NORTH BAY	6	0	0	6	500	56,107
ORILLIA	1	1	0	2	2,006	75,233
OSHAWA	18	2	0	20	157,910	634,444
OTTAWA	79	8	5	92	490,366	2,360,679
OWEN SOUND	0	0	0	0	0	0
PETERBOROUGH	4	0	0	4	11,550	55,493
SARNIA	3	1	0	4	29,000	275,919
SAULT-STE-MARIE	6	0	0	6	56,850	192,201
ST-CATHARINES/NIAGARA	15	1	2	18	118,280	375,460
STRATFORD	1	0	0	1	4,775	21,344
SUDBURY	16	0	0	16	63,350	341,921
THUNDER BAY	4	1	0	5	13,368	134,865
TORONTO	223	49	22	294	3,249,846	19,775,345
TRENTON	3	0	0	3	116,775	189,157
WINDSOR	12	4	0	16	147,650	336,790
AUTRES/OTHERS	142	34	2	178	2,439,981	8,815,956
TOTAL	649	133	34	816	8,037,771	40,903,120
MANITOBA						
WINNIPEG	73	16	1	90	1,828,319	4,723,684
AUTRES/OTHERS	14	8	0	22	396,717	1,354,399
TOTAL	87	24	1	112	2,225,036	6,078,083
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	1	1	0	2	1,021,211	1,049,108
PRINCE ALBERT	5	2	0	7	173,400	316,874
REGINA	17	9	0	26	701,189	1,513,249
SASKATOON	22	9	0	31	1,165,880	2,724,507
AUTRES/OTHERS	20	18	0	38	1,848,451	4,413,247
TOTAL	65	39	0	104	4,910,131	10,016,985

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUIN 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JUNE 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	68	22	3	93	2,859,988	8,797,897
EDMONTON	69	21	1	91	2,075,401	4,401,376
MEDICINE HAT	3	1	0	4	114,000	603,639
AUTRES/OTHERS	55	26	0	81	2,441,236	8,054,349
TOTAL	195	70	4	269	7,490,625	21,857,261
C.-B./C.B.						
CHILLIWACK	0	0	0	0	0	0
COURTENAY	3	0	0	3	6,650	94,490
KAMLOOPS	5	3	0	8	269,480	970,842
KELOWNA	9	2	0	11	54,088	181,989
NANAIMO	1	2	0	3	74,750	141,190
PRINCE-GEORGE	7	2	0	9	51,950	167,968
TERRACE	3	0	0	3	8,200	81,418
VANCOUVER	117	44	3	164	2,451,208	14,806,726
VERNON	4	2	0	6	26,098	106,580
VICTORIA	19	14	0	33	590,192	3,837,838
AUTRES/OTHERS	60	30	0	90	1,861,821	6,188,701
TOTAL	228	99	3	330	5,394,437	26,577,742
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
YUKON						
TOTAL	1	1	0	2	2,600	352,000
CANADA						
TOTAL	2,136	593	59	2,788	45,353,312	160,202,250

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES SIX PREMIERS MOIS DE 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED IN THE FIRST SIX
MONTHS OF 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
Γ.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	62	13	1	76	1,060,763	2,881,623
AUTRES/OTHERS	57	15	0	72	1,303,142	2,511,879
TOTAL	119	28	1	148	2,363,905	5,393,502
N.-É./N.S.						
HALIFAX	258	40	9	307	4,572,375	13,197,625
SYDNEY	51	5	1	57	358,186	1,153,992
SYDNEY MINES	16	4	0	20	99,750	420,525
AUTRES/OTHERS	241	46	5	292	3,813,875	10,552,770
TOTAL	566	95	15	676	8,844,186	25,324,912
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	10	2	0	12	152,013	1,314,218
AUTRES/OTHERS	10	4	4	18	946,897	3,796,307
TOTAL	20	6	4	30	1,098,910	5,110,525
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	12	4	0	16	364,750	891,496
MONCTON	26	5	1	32	208,046	1,206,861
SAINT-JOHN	19	5	3	27	2,630,680	8,323,099
AUTRES/OTHERS	63	18	13	94	1,410,315	4,683,990
TOTAL	120	32	17	169	4,613,791	15,105,446
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	9	0	1	10	3,002	260,379
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	70	35	3	108	4,159,794	7,133,631
DRUMMONDVILLE	31	17	0	48	184,292	1,529,332
GRANBY	50	11	0	61	477,338	1,541,107
HULL/GATINEAU/AYLMER	326	46	1	373	5,606,932	13,099,922
MONTRÉAL	2,229	569	37	2,835	50,749,428	221,164,083
QUÉBEC	385	144	7	536	24,597,083	39,706,642
RIMOUSKI	26	11	1	38	596,130	1,127,774
ROUYN	18	7	0	25	352,086	658,087
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	47	5	0	52	290,128	1,793,174
SHAWINIGAN	28	17	1	46	813,618	2,236,494
SHERBROOKE	94	42	1	137	2,000,323	5,564,279
SOREL	13	6	0	19	241,632	1,018,488
ST-HYACINTHE	35	7	1	43	489,176	1,699,326
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	37	9	1	47	741,335	2,021,788
ST-JERÔME	56	13	0	69	347,895	2,909,323
THETFORD MINES	7	5	1	13	166,951	431,125
TROIS-RIVIÈRES	53	40	1	94	2,948,713	6,503,248
VICTORIAVILLE	21	12	1	34	3,967,945	10,628,625
AUTRES/OTHERS	1,198	517	25	1,740	37,767,737	91,643,121
TOTAL	4,733	1,513	82	6,328	136,501,538	412,669,948

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES SIX PREMIERS MOIS DE 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED IN THE FIRST SIX
MONTHS OF 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	28	9	7	44	294,203	3,677,556
BELLEVILLE	14	4	0	18	81,869	502,242
BRANTFORD	44	8	0	52	301,998	1,890,556
BROCKVILLE	16	5	0	21	127,878	495,244
CHATHAM	28	4	0	32	324,266	799,923
CORNWALL	37	8	0	45	241,563	1,085,495
GUELPH	30	12	1	43	326,286	1,501,010
HAMILTON	256	46	12	314	2,861,797	14,253,545
KINGSTON	74	19	0	93	456,465	3,199,054
KITCHENER	110	29	0	139	1,612,539	7,630,181
LONDON	114	29	2	145	1,586,704	6,485,898
MIDLAND	7	2	0	9	18,789	328,205
NORTH BAY	35	3	1	39	109,349	661,823
ORILLIA	8	1	2	11	35,006	214,344
OSHAWA	67	15	1	83	663,280	2,753,202
OTTAWA	418	82	13	513	7,079,967	23,254,859
OWEN SOUND	2	3	0	5	529,807	1,170,786
PETERBOROUGH	30	4	0	34	854,151	2,027,227
SARNIA	41	9	0	50	326,757	1,828,303
SAULT-STE-MARIE	45	5	0	50	345,771	1,474,957
ST-CATHARINES/NIAGARA	124	16	3	143	903,671	5,165,416
STRATFORD	5	4	0	9	26,267	292,464
SUDBURY	73	4	0	77	190,344	1,558,754
THUNDER BAY	23	4	0	27	138,361	966,631
TORONTO	1,254	285	88	1,627	21,206,530	105,522,149
TRENTON	5	1	0	6	202,439	588,141
WINDSOR	99	36	0	135	7,212,180	13,618,989
AUTRES/OTHERS	780	232	13	1,025	15,823,233	54,858,651
TOTAL	3,767	879	143	4,789	63,881,470	257,805,605
MANITOBA						
WINNIPEG	401	73	9	483	6,255,347	17,143,774
AUTRES/OTHERS	122	57	0	179	4,909,938	11,029,740
TOTAL	523	130	9	662	11,165,285	28,173,514
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	15	11	0	26	1,765,608	2,984,894
PRINCE ALBERT	17	6	0	23	429,927	1,311,828
REGINA	98	47	0	145	4,592,182	18,424,468
SASKATOON	126	56	0	182	6,371,243	15,787,623
AUTRES/OTHERS	127	118	0	245	10,068,009	25,300,983
TOTAL	383	238	0	621	23,226,969	63,809,796

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES SIX PREMIERS MOIS DE 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED IN THE FIRST SIX
MONTHS OF 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	482	122	4	608	15,345,844	42,147,256
EDMONTON	478	153	5	636	14,786,835	47,448,773
MEDICINE HAT	22	9	0	31	898,292	4,753,104
AUTRES/OTHERS	414	206	2	622	16,991,076	51,888,698
TOTAL	1,396	490	11	1,897	48,022,047	146,237,831
C.-B./C.B.						
CHILLIWACK	16	3	0	19	209,636	843,113
COURTENAY	19	3	0	22	139,876	633,096
KAMLOOPS	45	23	0	68	1,670,028	8,706,785
KELOWNA	41	24	0	65	1,568,442	5,480,001
NANAIMO	31	7	0	38	392,950	1,840,940
PRINCE-GEORGE	64	30	0	94	2,010,998	6,956,792
TERRACE	18	3	0	21	284,411	713,996
VANCOUVER	649	283	17	949	27,877,797	137,814,333
VERNON	27	16	0	43	648,777	2,802,212
VICTORIA	114	47	0	161	4,001,486	16,724,095
AUTRES/OTHERS	374	208	10	592	19,305,065	56,209,201
TOTAL	1,398	647	27	2,072	58,109,466	238,724,564
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	0	2	0	2	7,285	72,406
YUKON						
TOTAL	3	7	0	10	53,450	810,859
CANADA						
TOTAL	13,028	4,067	309	17,404	357,888,302	1,199,238,908

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

Rapport du mois de mai 1988		Provinces participantes					
Report for the month of May 1988		Participating Provinces					
		Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Ile du Prince-Édouard
		British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island
							Total
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois		89	8	7	8	35	1
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month							148
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion		N/A	81,585.50	48,867.91	19,138.22	179,607.04	2,387.38
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month							331,586.05
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion		550,696.65	0	5,769.63	16,962.14	166,887.37	0
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month							740,315.79
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois		37	21	7	5	30	1
Total number of terminations and defaults during the month							101

Statistiques

FAILLITES

juillet 1988

Statistics

BANKRUPTCIES

July 1988

	Mois courant — Current month			Cumul pour l'année — Yearly to date		
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total
T.-N./Nfld.	15	3	18	134	31	165
N.-É./N.S.	95	19	114	661	114	775
I.P.-É./P.E.I.	0	0	0	20	6	26
N.-B./N.B.	20	11	31	140	43	183
Québec	631	200	831	5,369	1,729	7,098
Ontario	542	122	664	4,311	1,007	5,318
Manitoba	73	26	99	596	156	752
Saskatchewan	56	34	90	439	272	711
Alberta	187	66	253	1,582	557	2,139
C.-B./B.C.	204	87	291	1,603	739	2,342
T.N.-O./N.W.T.	1	1	2	1	3	4
Yukon	0	0	0	3	7	10
Canada	1,824	569	2,393	14,859	4,664	19,523

PROPOSITIONS

juillet 1988

PROPOSALS

July 1988

	Mois courant — Current month	Cumul pour l'année — Yearly to date
T.-N./Nfld.	0	1
N.-É./N.S.	0	15
I.P.-É./P.E.I.	0	4
N.-B./N.B.	0	17
Québec	11	91
Ontario	19	158
Manitoba	5	14
Saskatchewan	1	1
Alberta	1	14
C.-B./B.C.	5	32
T.N.-O./N.W.T.	0	0
Yukon	0	0
Canada	42	347

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE JUILLET 1988, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF JULY 1988, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant Current month		Cumul pour l'année Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries primaires Primary Industries	0	0	1	282,371
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	1	28,000	4	728,081
Industries de la construction Construction Industries	1	454,449	3	609,791
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	1	47,248
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	1	59,880	13	1,549,351
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	0	0	9	1,223,213
Total	3	542,329	31	4,440,055
NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA				
Industries primaires Primary Industries	1	27,510	10	1,266,920
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	12	2,201,969
Industries de la construction Construction Industries	4	586,658	17	1,627,428
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	1	311,956	11	2,607,322
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	7	617,200	30	4,025,418
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	3	671,561
Services	6	1,629,741	31	3,972,363
Total	19	3,173,065	114	16,372,981
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries	0	0	0	0
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	2	1,111,404
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	2	187,529
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	0	0	2	124,631
Total	0	0	6	1,423,564

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK				
Industries primaires Primary Industries	0	0	1	75,735
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	0	0	4	1,344,777
Industries de la construction Construction Industries	4	317,591	5	327,392
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	1	74,595	2	137,355
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	4	619,766	16	8,785,215
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	2	89,528
Services	2	231,735	13	1,531,069
Total	11	1,243,687	43	12,291,071
QUÉBEC				
Industries primaires Primary Industries	2	1,125,531	43	8,466,229
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	20	15,227,778	147	72,811,928
Industries de la construction Construction Industries	17	1,624,048	183	26,285,198
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	8	387,290	84	6,255,486
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	85	14,098,591	700	86,686,055
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	4	451,540	27	19,864,704
Services	64	5,970,064	545	61,005,768
Total	200	38,884,842	1,729	281,375,368
ONTARIO				
Industries primaires Primary Industries	3	458,770	36	8,082,287
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	9	1,777,400	101	45,060,209
Industries de la construction Construction Industries	25	1,329,492	192	14,774,570
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	17	1,891,575	75	9,268,598
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	43	5,031,657	296	42,319,643
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	3	13,821,986	18	18,822,602
Services	22	2,468,494	289	44,406,322
Total	122	26,779,374	1,007	182,734,231

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
MANITOBA				
Industries primaires Primary Industries	2	272,192	20	3,268,351
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	2	1,176,999	7	1,466,272
Industries de la construction Construction Industries	4	177,136	28	3,016,379
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	2	135,282	17	1,330,818
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	7	6,172,370	32	7,404,007
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	3	710,071
Services	9	558,654	49	6,004,687
Total	26	8,492,633	156	23,200,585
SASKATCHEWAN				
Industries primaires Primary Industries	12	2,564,703	81	18,401,433
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	15	12,199,275
Industries de la construction Construction Industries	2	85,345	25	2,217,020
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	2	350,685	24	2,102,013
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	10	957,148	77	13,355,095
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	1	292,639	5	1,638,088
Services	7	398,677	45	4,803,103
Total	34	4,649,197	272	54,716,027
ALBERTA				
Industries primaires Primary Industries	4	1,382,689	44	10,703,575
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	1	65,998	30	5,596,303
Industries de la construction Construction Industries	7	371,440	79	12,086,128
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	8	517,850	73	9,243,811
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	19	2,109,989	124	17,157,917
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	3	1,029,680	31	17,440,671
Services	24	7,033,064	176	38,922,401
Total	66	12,510,710	557	111,150,806

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant — Current Month		Cumul pour l'année — Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries primaires Primary Industries	6	584,711	67	12,729,799
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	12	7,582,948	67	31,874,847
Industries de la construction Construction Industries	20	13,493,727	133	29,277,349
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	6	893,027	61	6,031,276
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	12	5,399,493	149	34,414,932
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	4	1,498,040	43	20,079,086
Services	27	21,298,077	219	75,057,850
Total	87	50,750,023	739	209,465,139
TERRITOIRES DU NORD-OUEST & YUKON/NORTHWEST TERRITORIES & YUKON				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	1	1
Industries de la construction Construction Industries	1	55,963	3	264,603
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	3	176,484
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	0	0
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	2	306,760
Services	0	0	1	19,907
Total	1	55,963	10	767,755
CANADA				
Industries primaires Primary Industries	30	6,416,106	303	63,276,700
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	45	25,859,123	388	173,283,662
Industries de la construction Construction Industries	85	18,495,849	668	90,485,858
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	45	4,562,260	353	38,311,815
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	188	35,066,094	1,439	215,885,162
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	15	17,093,885	134	79,623,071
Services	161	39,588,506	1,379	237,071,314
Total	569	147,081,823	4,664	897,937,582

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUILLET 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JULY 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	6	3	0	9	270,765	604,088
AUTRES/OTHERS	9	0	0	9	137,600	217,514
TOTAL	15	3	0	18	408,365	821,602
N.-É./N.S.						
HALIFAX	50	10	0	60	1,233,063	3,822,892
SYDNEY	11	1	0	12	74,700	207,024
SYDNEY MINES	1	0	0	1	200	12,676
AUTRES/OTHERS	33	8	0	41	557,838	1,219,240
TOTAL	95	19	0	114	1,865,801	5,261,832
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	0	0	0	0	0	0
AUTRES/OTHERS	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0	0
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	1	4	0	5	164,400	267,544
MONCTON	7	2	0	9	106,065	281,330
SAINT-JOHN	4	1	0	5	105,550	185,954
AUTRES/OTHERS	8	4	0	12	335,561	790,378
TOTAL	20	11	0	31	711,576	1,525,206
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	0	0	0	0	0	0
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	8	6	0	14	790,448	1,177,107
DRUMMONDVILLE	2	2	0	4	4,000	100,767
GRANBY	9	2	0	11	115,850	579,668
HULL/GATINEAU/AYLMER	43	5	0	48	636,498	2,734,774
MONTREAL	294	74	7	375	10,339,912	27,908,514
QUÉBEC	46	22	1	69	1,509,000	4,716,448
RIMOUSKI	4	0	0	4	49,900	81,212
ROUYN	3	0	0	3	20,000	46,473
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	2	0	0	2	150	32,842
SHAWINIGAN	6	5	0	11	7,016,864	13,473,706
SHERBROOKE	10	3	0	13	58,575	240,107
SOREL	6	1	0	7	29,800	241,393
ST-HYACINTHE	6	1	0	7	65,575	228,884
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	6	0	0	6	13,800	159,392
ST-JERÔME	3	1	0	4	10,550	44,284
THETFORD MINES	0	2	0	2	17,100	77,343
TROIS-RIVIÈRES	12	6	0	18	75,558	844,259
VICTORIAVILLE	3	2	0	5	73,290	280,587
AUTRES/OTHERS	168	68	3	239	3,155,233	11,987,989
TOTAL	631	200	11	842	23,982,103	64,955,749

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUILLET 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JULY 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
ARRIE	2	0	0	2	3,000	17,590
ELLEVILLE	1	0	0	1	3,001	8,854
RANTFORD	5	1	0	6	10,837	102,264
ROCKVILLE	4	0	0	4	8,820	55,717
HATHAM	1	1	0	2	7,300	86,794
CORNWALL	3	0	0	3	4,380	22,310
UELPH	5	1	0	6	48,377	230,766
MILTON	39	4	5	48	1,090,005	2,220,901
INGSTON	7	4	0	11	97,905	312,660
ITCHENER	19	6	0	25	153,362	570,989
ONDON	13	6	0	19	95,086	451,223
MIDLAND	2	0	0	2	2,000	12,078
ORTH BAY	8	1	0	9	38,028	151,847
DRILLIA	0	0	0	0	0	0
SHAWA	8	1	0	9	48,100	498,913
TTAWA	72	13	0	85	690,025	2,110,458
OWEN SOUND	0	0	0	0	0	0
PETERBOROUGH	8	2	0	10	100,889	247,257
ARNIA	4	3	0	7	48,428	369,544
AULT-STE-MARIE	7	2	0	9	1,000	506,021
ST-CATHARINES/NIAGARA	21	4	0	25	138,390	936,788
STRATFORD	0	0	0	0	0	0
UDBURY	6	1	0	7	2,250	125,648
HUNDER BAY	1	0	0	1	2,827	10,367
ORONTO	174	45	13	232	8,046,453	23,298,149
RENTON	1	0	0	1	0	19,376
VINDSOR	16	2	0	18	58,340	293,496
UTRES/OTHERS	115	25	1	141	1,850,717	8,581,570
TOTAL	542	122	19	683	12,549,520	41,241,580
MANITOBA						
VINNIPEG	51	15	4	70	1,394,943	3,804,380
UTRES/OTHERS	22	11	1	34	855,293	7,014,147
TOTAL	73	26	5	104	2,250,236	10,818,527
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	2	3	0	5	158,724	357,740
PRINCE ALBERT	1	0	0	1	35,000	85,181
REGINA	15	8	0	23	620,734	1,281,850
SASKATOON	14	5	0	19	493,368	1,512,888
UTRES/OTHERS	24	18	1	43	1,328,257	3,527,567
TOTAL	56	34	1	91	2,636,083	6,765,226

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUILLET 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JULY 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	62	18	1	81	2,017,300	9,658,558
EDMONTON	61	18	0	79	1,208,554	4,096,495
MEDICINE HAT	7	0	0	7	29,930	68,862
AUTRES/OTHERS	57	30	0	87	2,970,551	7,610,076
TOTAL	187	66	1	254	6,226,335	21,433,991
C.-B./C.B.						
CHILLIWACK	1	6	0	7	12,595	1,742,837
COURTENAY	1	1	0	2	77,000	134,510
KAMLOOPS	4	2	0	6	250,075	535,971
KELOWNA	10	2	0	12	197,808	917,379
NANAIMO	2	2	0	4	3,325	153,954
PRINCE-GEORGE	6	3	0	9	77,750	860,979
TERRACE	0	0	0	0	0	0
VANCOUVER	108	41	2	151	4,722,346	26,900,162
VERNON	0	2	0	2	2,500	10,752,230
VICTORIA	29	5	1	35	321,641	2,048,923
AUTRES/OTHERS	43	23	2	68	7,314,109	18,039,986
TOTAL	204	87	5	296	12,979,149	62,086,931
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	1	1	0	2	23,330	80,200
YUKON						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
CANADA						
TOTAL	1,824	569	42	2,435	63,632,498	214,990,844

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X. Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X. Bankruptcy Act)

Rapport du mois de juin 1988		Provinces participantes						
Report for the month of June 1988		Participating Provinces						
		Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Ile du Prince-Édouard	Total
		—	—	—	—	—	—	
		British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island	
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month	63	14	4	6	53	1	141
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	Total amount paid into court on all consolidation orders during the month	285,509.51	109,280.71	40,656.27	21,715.82	182,632.79	2,835.00	642,630.10
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month	38,473.15	190,866.21	71,788.06	22,617.54	185,231,619,361.13	518,337.70	
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	Total number of terminations and defaults during the month	65	7	12	3	43	Ø	130

**Adresse des bureaux du Surintendant des faillites
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy**

**Consommation et Corporations Canada - Faillites
Consumer and Corporate Affairs Canada - Bankruptcy**

1400-800 Burrard St.
Vancouver, B.C.
V6Z 2H8
Tel: 604/666-5007

260 St. Mary Ave.
Room 203
Winnipeg, Manitoba
R3C 0M6
Tel: 204/983-3229

25 St. Clair Avenue East
7th Floor
Toronto, Ontario
M4T 1M2
Tel: 416/973-6486

2919-5th Avenue N.E.
Calgary, Alberta
T2A 6T8
Tel: 403/292-5607

10 John Street South
6th Floor, Room 655
Hamilton, Ontario
L8N 4A7
Tel: 416/572-2847

Complexe Guy Favreau
200, boul. Dorchester ouest
Suite 510, Tour Est
Montréal, Québec
H2Z 1X4
Tél: 514/283-6192

10225-100th Avenue
Edmonton, Alberta
T5J 0A1
Tel: 403/495-2476

The Federal Building
451 Talbot Street, Room 302
London, Ontario
N6A 5C9
Tel: 519/645-4034

112, rue Dalhousie
3ième étage
Québec, Québec
G1K 4C1
Tél: 418/648-4280

2212 Scarth Street
Regina, Sask.
S4P 2J6
Tel: 306/780-5391

255 Argyle Avenue
Ground Floor
Ottawa, Ontario
K2P 1B8
Tel: 613/995-2994

1335 King ouest
Bureau 402
Sherbrooke, Québec
J1J 2B8
Tél: 819/564-5742

105-21st Street East
Saskatoon, Sask.
S7K 0B3
Tel: 306/975-4298

127 Cedar Street
Suite 702, 7th Floor
Sudbury, Ontario
P3E 1B1
Tel: 705/675-0636

1489 Hollis Street
Suite 1500
Halifax, Nova Scotia
B3J 3M5
Tel: 902/426-2900

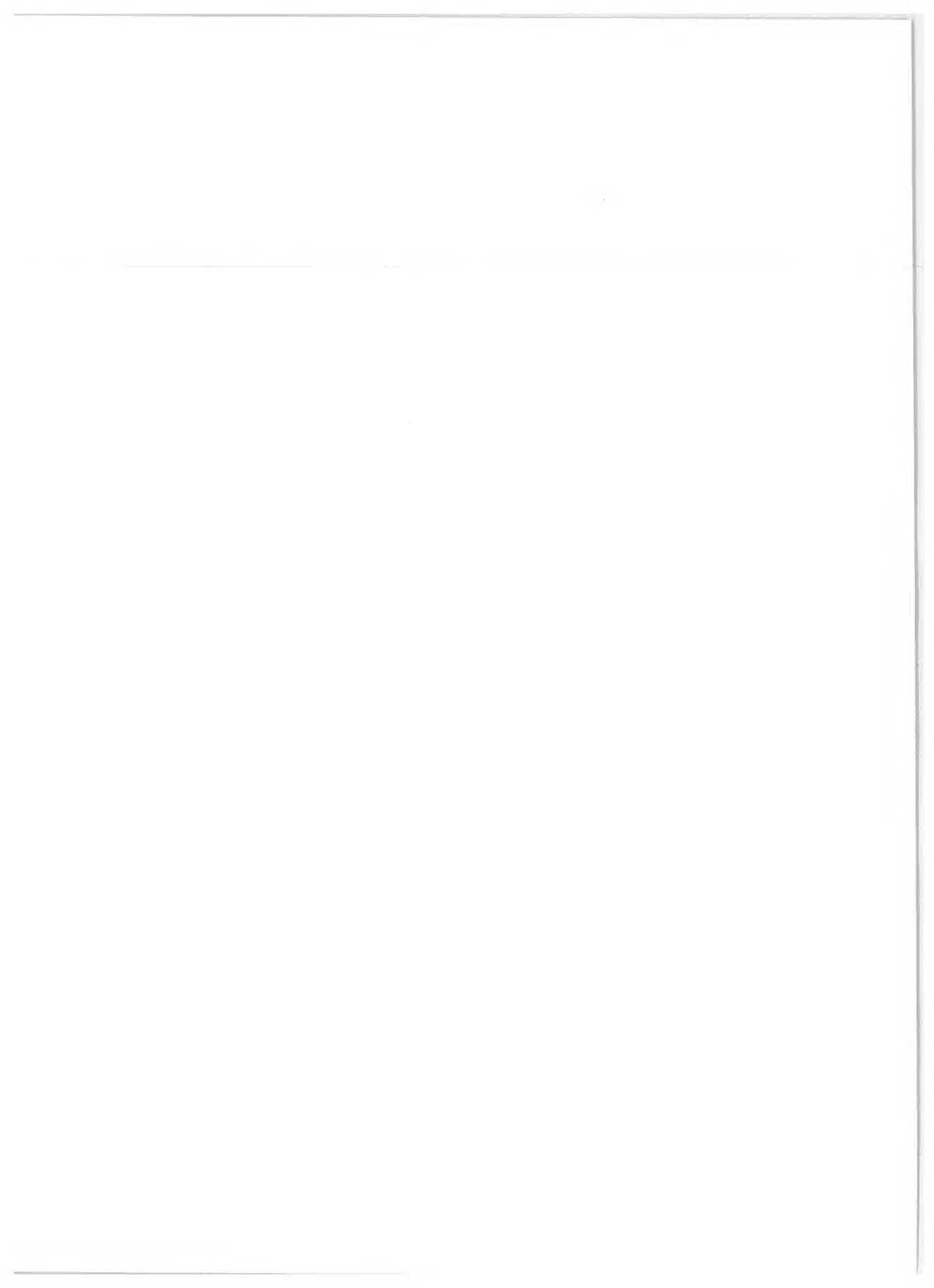
En cas de changement d'adresse, s.v.p. aviser
notre bureau le plus tôt possible en complétant
et retournant le formulaire ci-dessous à l'adresse
suivante:

If change of address, please advise our office as
soon as possible by filling in and returning the
completed form hereunder to the following
address:

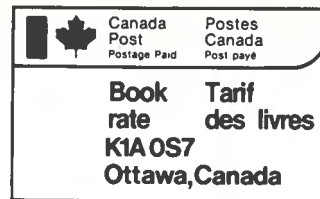
Bulletin sur l'Insolvabilité
Consommation et Corporations - Canada
Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Insolvency Bulletin
Consumer and Corporate Affairs - Canada
Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

Indiquer les lettres et les chiffres qui figurent sur l'étiquette-adresse		Quote all letters and numbers shown on address label		Code d'abonnement Subscription Code	
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse				Change of Address Notice to Publisher	
Nom		Name			
Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue		P.O. Box, R.R. or Apt. No., No. and Street			
Ville	City	Province	Canada	Postal CODE postal	
Le destinataire est déménagé à: Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue		The Addressee has Moved to: P.O. Box, R.R. or Apt. No., and Street			
Ville	City	Province		Postal CODE postal	



R 460 D 075971-8
 DEPT C. & C. A., E. A. HARRINGTON
 LIBRARY, PL. DU PORTAGE, PH. 1,
 12TH FL., 1 VICTORIA ST
 HULL PQ K1A 0C9



If undelivered, return COVER ONLY to:
 Canadian Government Printing Office,
 Supply and Services Canada,
 45 Sacré-Coeur Boulevard,
 Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT
 Imprimerie du gouvernement canadien,
 Approvisionnement et Services Canada,
 45, boulevard Sacré-Coeur,
 Hull, Québec, Canada, K1A 0S7



Consommation
 et Corporations
 Canada

Consumer and
 Corporate Affairs
 Canada

